



AVERTISSEMENT

Les versions numériques des titres des Éditions Sidwaya restent la propriété de l'entreprise de presse !

A ce titre, l'acquéreur ou le bénéficiaire d'un produit numérique des Éditions Sidwaya ne peut le transférer, le partager ou le dupliquer au profit de tierces personnes.

Tout contrevenant s'expose aux sanctions pénales en la matière.

La Direction Générale des Editions Sidwaya



PREMIER GROUPE DE PRESSE AU BURKINA FASO

Sidwaya

Le journal de tous les Burkinabè

www.sidwaya.info

Fondé le 5 avril 1984

ISSN 0796-501X

01 BP 507, Ouagadougou 01 Burkina Faso

Tél. (226) 25 30 63 06

Mercredi 3 juillet 2024

On murmure

- CHR de Koudougou : un personnel au dynamisme séduisant
- CMA de Pô : à quand la mise en service de la morgue ?

Page 5

Association professionnelle des entreprises de communication

Plus de 17 000 000 F CFA pour l'effort de paix

Page 9



Mercure

Ould Ghazouani, maître à bord !

Page 3

Souveraineté du Burkina Faso

Le Mouvement panafricain apporte son soutien au Président du Faso

Page 3



8^e commission mixte de coopération Burkina-Tunisie

8 accords signés



Page 21

Infection de rage à Ouagadougou

« La situation a été rapidement maîtrisée », Maurice Konaté, haut-commissaire du Kadiogo

Page 11

Détournement d'intrants agricoles à Toma

Cinq présumés coupables et complices dans les filets de la police

Page 23

8^e commission mixte de coopération Burkina-Tunisie

8 accords signés

Les travaux de la 8^e session de la commission mixte de coopération Burkina Faso-Tunisie ont pris fin, dans l'après-midi du mardi 2 juillet 2024, à Ouagadougou. Au terme des échanges, 8 accords de coopération ont été signés pour dynamiser davantage l'axe Ouagadougou-Tunis.

La 8^e session de la commission mixte Burkina Faso-Tunisie s'est achevée sous de bons auspices. C'est du moins, ce que l'on peut dire à l'issue de la cérémonie de clôture officielle intervenue dans la soirée du mardi 2 juillet 2024, à Ouagadougou. C'était sous la présidence des ministres en charge des affaires étrangères du Burkina, Karamoko Jean Marie Traoré et de la Tunisie, Nabil Ammar.

L'issue des travaux des experts a été couronnée par la signature de 8 accords de coopération, dans divers domaines d'activités. Selon le rapport de synthèse présenté par le secrétaire générale du ministère des Affaires étrangères, de la Coopération régionale et des Burkinabè de l'extérieur, Issa Borro, les deux parties ont souhaité élargir le cadre juridique de leur coopération à des domaines mutuellement avantageux qui prennent en compte les priorités du moment dans chaque pays et d'insuffler une nouvelle dynamique dans leurs relations. Au nombre des accords signés par les deux ministres en charge des affaires étrangères des deux pays, on peut citer, le protocole d'accord relatif à la coopération entre l'Agence burkinabè des investissements (ABI) et l'Agence de promotion de l'investissement extérieur (FIPA-Tunisie), l'accord relatif à la coopération entre le Secrétariat permanent du centre national de la propriété industrielle (SP-CNPI) et l'Institut national



Les ministres en charge des affaires étrangères du Burkina Faso, Karamoko Jean Marie Traoré et de la Tunisie, Nabil Ammar, paraphant les 8 accords de coopération entre leurs deux pays.

Soumaïla BONKOUNGOU



Selon les chefs de la diplomatie des deux pays, les échanges se poursuivront pour la signature des protocoles d'accord restés en suspend.

de la normalisation et de la propreté industrielle (INNORPI) en matière de propreté industrielle.

Des résultats satisfaisants

On note en plus, la signature d'un mémorandum d'entente en matière d'enseignement technique et de formation professionnelle, la signature d'un accord de coopération en matière de promotion de la famille, des droits de la femme, de l'enfant et des personnes âgées, un accord de coopération dans le domaine industriel et de l'artisanat. Il y a eu également, la signature du protocole d'accord de coopération dans le domaine du tourisme et dans les domaines de la jeunesse et des sports. « Deux projets d'accords entre la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso et les Chambres de commerce et d'industrie de Tunis et de Sfax ont été finalisés par les deux parties et feront l'objet de signature ultérieure par les responsables des struc-

tures concernées », a relevé le rapporteur général, Issa Borro. Par ailleurs, les experts ont fait des recommandations pour le renforcement de la coopération entre le Burkina et la Tunisie dans plus d'une dizaine d'autres secteurs. En termes de conclusion, il est ressorti que les deux parties ont convenu de poursuivre les échanges autour des projets d'accords dans les domaines de la sécurité et de la protection civile et de la gestion des risques en vue de leur signature prochaine, dans les meilleurs délais. Au regard des résultats atteints à la fin des tra-

vaux, le ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, Nabil Ammar, a exprimé sa satisfaction. Soulignant ainsi, l'excellence de la coopération entre son pays et le Burkina, le diplomate tunisien a confié qu'il appartient, toutefois, à chacune des deux parties de travailler à assurer le suivi des accords signés pour l'atteinte des objectifs. Dans cette même dynamique, le ministre en charge des affaires étrangères du Burkina, Karamoko Jean Marie Traoré, a fait savoir que les protocoles d'accord signés permettent aux deux pays

de « renouer avec un nouvel élan dans le cadre de leur coopération bilatérale ». Par voie de conséquence, il a souhaité que les échanges se poursuivent pour que les accords restés en suspend soient signés pour le bien de tous. « Nous sortons satisfaits des résultats des travaux. Il appartient à chacun, à son niveau, de faire son effort pour la mise en œuvre des accords signés ». La 9^e session de la commission mixte de coopération entre les deux pays est prévue se tenir en 2026, en Tunisie.

Soumaïla BONKOUNGOU



La 9^e session de la commission mixte de coopération Burkina-Tunisie se tiendra en 2026 en Tunisie.

Soumaïla BONKOUNGOU

Souveraineté du Burkina Faso

Le Mouvement panafricain apporte son soutien au président du Faso

Le Président du Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, a reçu en audience, mardi 2 juillet 2024, le Mouvement panafricain Afrique et diaspora. Le mouvement est solidaire de la lutte menée par le Burkina Faso et veut apporter son soutien pour l'atteinte des objectifs de la Transition.



Le Mouvement panafricain Afrique et diaspora a apporté son soutien au Président du Faso, Ibrahim Traoré, pour sa mission de libération économique, politique et sociale du Burkina.

« Nous nous sommes entretenus avec le président du Faso sur les questions en lien avec la Révolution au Burkina Faso. En tant que mouvement panafricaniste, nous sommes témoins de ce qui se passe au Burkina et nous ne pouvons pas rester en marge de cela », a déclaré la porte-parole de la délégation, Dr Khanysile Litchfield Tshabalala, à l'issue de l'audience. Les échanges ont porté sur quatre points. Le premier est relatif à la volonté du mouvement d'organiser des missions commerciales au Burkina Faso. Le deuxième point porte sur le renforcement des capacités des femmes et des enfants. « Cela passe par une révolution politique, parce que les femmes et les enfants sont beaucoup exposés à la manipulation », a précisé Dr

Tshabalala. Le troisième point concerne le renforcement des capacités du service public et des fonctionnaires et enfin le quatrième point est relatif à la paix et la sécurité. « Nous sommes fatigués de voir les missions de maintien de la paix des Nations unies venir en Afrique alors qu'on continue de tuer les gens », a-t-elle indiqué. Selon la présidente du Mouvement panafricain Afrique et diaspora, Winnie Auma Ogwenko alias Winnie Mandela, la mission principale de cette organisation est la libération économique, politique et sociale de l'Afrique. « Nous voulons nous assurer que les empires et royaumes restent intacts, que nous gardons nos identités culturelles », a-t-elle souligné.

Direction de la communication de la
Présidence du Faso

Flash

Au Burkina, la mesure de gratuité de soins des femmes enceintes et des enfants de moins de cinq ans est entrée en vigueur, en avril 2016. Cette politique sanitaire du gouvernement vise à améliorer l'accès des groupes vulnérables aux services de santé. Dans les centres médicaux publics du pays, les produits riches en fer sont offerts gratuitement aux femmes enceintes. Malheureusement, dans certains Centre de santé et de promotion sociale (CSPS) de Ouagadougou, ces produits sont offerts moyennant paiement de quelque somme d'argent. Si cette somme paraît insignifiante, elle entache tout de même l'effectivité de cette noble mesure sanitaire. D'où la nécessité pour les autorités en charge de la santé de prendre les dispositions idoines pour mettre fin à ces agissements.

Adama SAWADOGO



Mauritanie : Ould Ghazouani, maître à bord !

Le Président Mohamed Ould Ghazouani reste maître de la Mauritanie. Au pouvoir depuis 2019, ce général de l'armée a été réélu au premier tour de l'élection présidentielle du 29 juin dernier, avec 56,12%, selon les résultats provisoires de la Commission nationale électorale indépendante (CENI). En attendant la confirmation du verdict des urnes par le Conseil constitutionnel, force est de constater que le chef de l'Etat mauritanien n'a pas eu trop de difficulté à tirer son épingle du jeu, face à six autres candidats. Comme en 2019, son poursuivant immédiat est l'opposant, Biram Dah Abeid, qui enregistre 22,10% des voix. Ce challenger, le plus sérieux du lot, qui croyait son heure arriver, va devoir patienter encore le temps d'un quinquennat, s'il ne renonce pas à ses ambitions présidentielles. Pour l'heure, il conteste les résultats et crie à la fraude, mais il n'est pas évident que cela bouleverse fondamentalement le cours du processus électoral, presque bouclé. Grand favori au départ, Ould Ghazouani voit son pouvoir conforté, avec la confiance renouvelée de ses compatriotes. De quoi lui donner, les coudées franches pour poursuivre son action à la tête de l'Etat mauritanien, avec de nombreuses promesses d'amélioration du quotidien de ses compatriotes à la clé. Comme promis, le président réélu devra, entre autres, travailler à maintenir la stabilité et la sécurité, à développer la croissance économique et à mettre en place des programmes sociaux pour lutter contre la pauvreté. La création d'emplois pour les jeunes, figure en bonne place dans l'agenda d'Ould Ghazouani qui entend consacrer son second mandat à la jeunesse. Le chef de l'Etat mauritanien devra aussi poursuivre ses efforts en matière de sécurité. En l'espèce, l'homme fort de Nouakchott peut se vanter d'avoir contribué à asseoir une politique sécuritaire fort appréciable, dans un Sahel en proie au terrorisme, pour avoir été respectivement chef d'Etat-major des armées et ministre de la Défense, avant de prendre les commandes du pays. Depuis 2011, la Mauritanie n'a pas subi d'attaques terroristes, alors que le phénomène fait rage en ce moment dans des pays comme le Mali, le Burkina et le Niger. C'est sans doute, l'impact positif de la mise en œuvre d'une stratégie intégrée prenant en compte, les aspects juridiques, sécuritaires, socioéconomiques et administratifs, en matière de lutte contre le terrorisme dont il a hérité. Tout est mis en œuvre pour garder hors d'état de nuire les extrémistes qui avaient auparavant pris la Mauritanie pour cible. S'il est appelé à perpétuer cette politique pour maintenir le capital de confiance placée en lui, Ould Ghazouani devra bander les muscles en matière de bonne gouvernance. Ses adversaires politiques et des ONG comme Transparency International l'accusent, avec des faits documentés, d'être incapable de lutter contre la corruption dans l'administration, dont il a fait son cheval de bataille et de soustraire ses proches à la justice. Sous les feux des critiques, le Président Ould Ghazouani doit tout faire pour ne pas instaurer une culture de l'impunité, ce qui est destructeur pour un pays qui aspire au développement. Pour le reste, il dispose d'une certaine légitimité renforcée pour continuer à développer des initiatives à même de conduire son pays vers des lendemains meilleurs.

Kader Patrick KARANTAO

Protection des données à caractère personnel

Des pensionnaires de la Garde de sécurité pénitentiaire sensibilisés

La Commission de l'informatique et des libertés (CIL) a organisé une session de sensibilisation au profit de 300 pensionnaires de l'Ecole nationale de garde de sécurité pénitentiaire (ENGSP), mardi 2 juillet 2024, à Loumbila.



Ph : L'express du Faso

Le vice-président de la CIL, Prosper Wilfried Bako : « le but de la sensibilisation est d'inculquer aux pensionnaires de l'ENGSP, une culture de la protection des données à caractère personnel ».



Ph : L'express du Faso

Le secrétaire général de l'ENGSP, l'inspecteur de sécurité pénitentiaire divisionnaire, Boukary Zango, a salué l'initiative de sensibiliser les pensionnaires à une meilleure protection des données à caractère personnel.



Ph : L'express du Faso

La conseillère en droit humain à la CIL, Haoua Yaro, a présenté les sanctions prévues pour les contrevenants en cas de non-respect des dispositions en vigueur.



Le directeur de l'expertise technique et de contrôle à la CIL, Malick Ouattara, a échangé avec les pensionnaires sur les règles de bonnes pratiques sur les réseaux sociaux.

La Commission de l'informatique et des libertés (CIL) poursuit ses efforts de sensibilisation à la nécessité de protéger les données à caractère personnel. En effet, l'institution a organisé, mardi 2 juillet 2024 à Loumbila, une session de sensibilisation à l'intention de 300 pensionnaires de l'Ecole nationale de garde de sécurité pénitentiaire (ENGSP). Selon le Vice-président de la CIL, Prosper Wilfried Bako, représentant la présidente de l'institution, cette activité s'inscrit en droite ligne de l'une des missions assignées à la CIL par la loi n°001-2021/AN du 30 mars 2021 portant protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Il s'agit, a-t-il précisé, d'informer et de sensibiliser les responsables de traitement à leurs obligations et les personnes concernées à leurs droits en matière de protection de données à caractère personnel. M. Bako a aussi indiqué qu'après plusieurs

années de sensibilisation, des cas de violation des données à caractère personnel sont toujours constatés. D'où l'intérêt de cette sensibilisation dont le but est d'inculquer aux pensionnaires de l'Ecole nationale de la garde de sécurité pénitentiaire, une culture de la protection des données à caractère personnel. « Ces élèves étant des futures fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, ils seront amenés à être quotidiennement du côté des personnes privées

de liberté qui détiennent des données personnelles. Pour cela, il était judicieux pour notre structure d'échanger sur le cadre juridique et de partager avec eux quelques conseils pratiques pour une utilisation saine et responsable des nouvelles technologies, de l'information et de la communication », a-t-il justifié. L'initiative a été jugée noble par les responsables de l'ENGSP. Ainsi, le Secrétaire général de l'ENGSP, l'inspecteur de sécurité pénitentiaire divisionnaire,

Boukary Zango, a remercié la présidente de la CIL et son équipe pour la tenue effective de la session de sensibilisation.

Des sanctions prévues

De son avis, les nouvelles technologies de l'information et de la communication sont devenues de nos jours indispensables et occupent une place prépondérante dans la vie des populations. Il est même difficile, a-t-il ex-

pliqué, pour certains professionnels ou étudiants de s'en passer. Voilà pourquoi il a jugé, au regard du développement du numérique dans la vie quotidienne, important de former les citoyens à un usage responsable et efficient de ces outils. Pour cette session, deux communications ont été présentées par deux experts de la CIL. La première communication a porté sur « la loi 001-2021/AN du 30 mars 2021 portant protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel au Burkina Faso. Selon la communicatrice, la conseillère en droit humain à la CIL, Haoua Yaro, les participants ont été sensibilisés aux droits des personnes dont les données font l'objet de collecte et de traitement. Ils ont aussi été informés sur leurs obligations en matière de protection des données à caractère personnel ainsi que les sanctions prévues pour les contrevenants en cas de non-respect des dispositions en vigueur. Le directeur de l'expertise technique et de contrôle à la CIL, Malick Ouattara, informaticien de formation, a échangé avec les pensionnaires sur les enjeux de la protection des données à caractère personnel et les règles de bonnes pratiques sur les réseaux sociaux. De son avis, il s'est agi pour lui de présenter les avantages et les dangers des réseaux sociaux et surtout prodiguer des conseils pour éviter les éventuels désagréments.



Ph : L'express du Faso

Les stagiaires de l'ENGSP se sont mobilisés pour suivre les deux communications.

On murmure

Toma : le Nayala apporte son soutien à la Transition

Il est parvenu à **Kantigui** que la ville de Toma, dans la province du Nayala, était en ébullition, ce dimanche 30 juin 2024. En effet, a-t-on rapporté à **Kantigui**, sous l'impulsion de la section provinciale du Mouvement veille patriotique du Faso (MVPF), la population s'est mobilisée pour apporter son soutien aux autorités de la Transition et au Forces de défense et de sécurité (FDS) et Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) dans la reconquête du territoire national. Au cours de la marche de soutien dans les artères de la ville, la source de **Kantigui** a pu lire sur les banderoles : « Vive la Transition » ; « Vive le président IB » ; « A bas les ennemis de la Transition » ; « Réinstallation des déplacés internes » ; « Opérationnalisation du 23^e BIR » ; « Soutien aux FDS et VDP ».

Les manifestants, a-t-elle poursuivi, ont transmis un message aux autorités provinciales, à destination du Président du Faso, le capitaine Ibrahim Traoré. Dans ledit message, ils ont félicité et encouragé le capitaine Traoré pour les actions de reconquête entreprises dans le Nayala et demandé l'opérationnalisation du 23^e Bataillon d'intervention rapide (BIR). Ce, pour mieux mailler le territoire provincial et procéder à la réinstallation des déplacés internes dans leurs villages d'origine. **Kantigui** salue ce soutien des Nayalais et les encourage à dénoncer tout acte suspect aux FDS et aux VDP de la province.

CMA de Pô : à quand la mise en service de la morgue ?

Kantigui, de passage à Pô pour des raisons sociales, est tombé sur un événement malheureux au niveau du Centre médical avec antenne chirurgicale (CMA). En effet, une famille d'une commune de la province qui a perdu un parent était obligée de laisser le corps dans la salle d'hospitalisation avec les autres malades, faute de morgue. Cette situation met généralement mal à l'aise les autres malades et leurs accompagnants et crée parfois des dissensions entre les usagers du centre de santé. **Kantigui** se demande pourquoi des malades sont obligés de cohabiter avec des corps alors qu'une morgue a été construite avec tous les équipements depuis 2023. En attendant sa mise en service, il a été dit à **Kantigui** que pour mieux préparer les funérailles de leurs proches, des familles sont obligées de convoier les corps à Navrongo au Ghana, à environ 35 km de Pô. Au vu de ses désagréments, **Kantigui** invite l'ensemble des acteurs à s'activer pour la mise en service de cette morgue pour le bien de tous.

CHR de Koudougou : un personnel au dynamisme séduisant

Kantigui a séjourné au Centre hospitalier régional (CHR) de Koudougou, toute la semaine dernière, pour assister un membre de sa famille hospitalisé. Durant son séjour dans ce centre de santé de la cité du Cavalier rouge, **Kantigui** a été émerveillé par le dynamisme hors pair des hommes et femmes en blouse, animés pour la plupart d'une bonne dose de conscience professionnelle qui mérite d'être saluée. A l'image des fourmis d'une termitière, **Kantigui** a fait le constat d'agents qui « bougent », parfois à pas de course, pour sauver

des vies. **Kantigui** a également été séduit par les actions du CHR qui lutte contre la corruption et le laxisme au travail en collant devant chaque salle, le numéro vert de dénonciation pour tout manquement. Quand c'est bon, il faut le dire et **Kantigui** invite les autres agents de santé et l'ensemble des travailleurs, à se mettre au service des usagers.

Bogandé : une fausse alerte de la présence du président du Faso draine du monde

Dans ses randonnées à Bogandé, chef-lieu de la province de la Gnagna, dans la matinée du mardi 2 juillet 2024, **Kantigui** a suivi avec émoi une scène au secteur 2 de Bogandé. En effet, une information selon laquelle le chef de l'Etat, le capitaine Ibrahim Traoré, serait à Bogandé a mobilisé, aux environs de 11 heures, plusieurs centaines d'enfants dans la rue. Par coïncidence, au même moment un hélicoptère de l'armée burkinabè venait juste de se poser à l'aérodrome de Bogandé. Très vite la nouvelle s'est répandue comme une trainée de poudre dans la ville entraînant ainsi une foule massive. Aussitôt rassemblée, la foule a pris d'assaut la principale voie d'accès à l'aérodrome, en suivant un cortège en direction de la Maison d'arrêt et de correction de Bogandé (MACB) et scandant : « IB Traoré », « Ibrahim Traoré ». Une source sécuritaire a mis la puce à l'oreille de **Kantigui** qu'il s'agissait d'une visite du directeur général de la Garde de sécurité pénitentiaire (DG/GSP) à ses hommes de la MACB. Après avoir perdu de vue le cortège, les manifestants ont rebroussé chemin. Cette mobilisation spontanée a fini par convaincre **Kantigui** de l'envie des populations de la Gnagna de voir leur champion.

Pô : le lycée municipal porte désormais le nom du premier maire de la commune, Doudououra Amadou Kora

Kantigui, a eu vent d'une délibération prise en conseil de la délégation spéciale de la commune urbaine de Pô, le 28 juin 2024, portant changement de dénomination du lycée municipal de Pô qui portera désormais le nom du premier maire de la localité, Doudououra Amadou Kora (décédé en 2012). Selon l'informateur de **Kantigui**, cela fait suite à un arrêté N°2020-0195/MENAPLN/SG du 28 juillet 2020 portant réglementation du changement de dénomination des établissements publics d'éducation préscolaires, d'éducation non formelle, d'enseignement primaire, post primaire et secondaire. Ainsi, la décision consensuelle des différentes structures de la communauté éducative du lycée municipal tenue, le 20 mai 2024, a porté sur le nom du premier maire de la commune, Doudououra Amadou Kora, qui a dirigé la commune de 1995 à 2000 et de 2004 à 2006. **Kantigui** salue cette vision qui permet de rendre hommage à des filles et fils ayant œuvré au développement de leur localité.

Diplomatie

Le Burkina et la Tunisie veulent renforcer leur coopération

Le président de l'Assemblée législative de Transition (ALT), Ousmane Bougouma, a reçu en audience le ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, Nabil Ammar, dans l'après-midi du mardi 2 juillet, à Ouagadougou.



Le président de l'Assemblée législative de Transition, Ousmane Bougouma, a eu un tête-à-tête avec le ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, Nabil Ammar.

Le Burkina Faso et la Tunisie entretiennent depuis plusieurs années des relations d'amitié, de fraternité et de coopération fructueuse. Les axes de cette coopération ont été revus avec le président de l'Assemblée législative de Transition, Ousmane Bougouma, lors d'une audience accordée au ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, Nabil Ammar, le mardi 2 juillet 2024, à Ouagadougou. A l'issue de la rencontre, le diplomate tunisien a indiqué que la migration légale a été encouragée, car cela traduit la fraternité entre les deux nations. « Nos frères burkinabè et d'autres pays africains sont les bienvenus en Tunisie pour des séjours légaux, pour des soins, pour étudier et cela est valable des deux côtés », a-t-il indiqué. Quant à l'immigration illégale, elle est à bannir puisque celle-ci expose les migrants à de nombreux dangers et à des groupements mafieux qui s'enrichissent sur leur dos, a souligné M. Ammar. « La Tunisie n'a jamais

changé. Elle reste ouverte », a-t-il confié. Le ministre tunisien a aussi évoqué la question de l'économie qu'entretient son pays avec le Burkina Faso. Nabil Ammar a, par ailleurs, dit avoir rencontré la délégation du forum d'affaires présidé par le patronat tunisien avec une délégation des hommes d'affaires et leurs homologues burkinabè. Il a espéré que cette rencontre débouche sur des projets concrets et de création de richesse entre les deux pays en faveur de leur jeunesse. « Nous avons toujours eu de bons rapports économiques avec la présence d'entreprises tunisiennes au Burkina Faso et vice versa », a indiqué M. Ammar. Le ministre tunisien a, à cet effet, souhaité qu'il ait plus d'entreprises burkinabè en Tunisie. M. Ammar a, par ailleurs, fait savoir qu'il avait pu rencontrer une délégation de Tunisiens bien intégrés au Burkina.

Abdoulaye BALBONE
Adjatou Béré TRAORE
(Stagiaire)



Le ministre tunisien en charge de la migration, Nabil Ammar : « la Tunisie n'a jamais changé. Elle reste ouverte ».

Ecole d'Etat-major de Koulikoro au Mali

Des officiers stagiaires en immersion au Burkina

Des officiers stagiaires de l'Ecole d'Etat-major de Koulikoro au Mali ont été reçus, mardi 2 juillet 2024, au Centre intégré des opérations à Ouagadougou, dans le cadre de leur voyage d'études.



Selon le général de brigade Moussa Yoro Kanté, directeur des écoles militaires maliennes, le voyage d'études permet aux armées de l'AES de mutualiser les expériences.

Avant de boucler leur formation d'officier militaire à l'Ecole d'Etat-major de Koulikoro au Mali, les stagiaires effectuent des voyages d'études afin de mutualiser les expériences avec des armées nationales d'autres pays. Ainsi, la promotion en fin de formation au cours de cette année a opté pour le Burkina Faso. Les stagiaires qui sont au nombre de 20 issus de huit pays africains sont arrivés à Ouagadougou, le 1^{er} juillet dernier et ont été reçus au Centre intégré des opérations, mardi 2 juillet 2024, à Ouagadougou. Pour le chef de la délégation, le général de brigade Moussa Yoro Kanté, par ailleurs directeur des écoles militaires maliennes, il s'agit de toucher du doigt les dispositions prises, ou mise en place par le Burkina Faso dans la lutte contre le terrorisme. Il a expliqué que les stagiaires qui sont accompagnés du personnel d'instruction auront l'occasion de se frotter aux officiers burkinabè avec qui ils pourront en apprendre un peu plus. L'officier général malien a indiqué que l'Ecole d'Etat-major de Koulikoro est un centre d'enseignement militaire supérieur qui s'inscrit dans la cohérence de la

formation destinée à l'exercice des fonctions de commandement, d'Etat-major ou de direction et exigeant un haut niveau de connaissances générale et militaire. De ce fait, les stagiaires, selon lui, sont appelés à compléter leur formation par des voyages d'études devant servir de découverte et de partage d'expérience comme le stipule le thème du voyage qui est : « Le renforcement d'une alliance sahélienne basée sur une vision commune en mettant l'accent sur les défis transfrontaliers ». « Avec le Burkina Faso nous partageons la même menace terroriste, le même espace géopolitique qu'est l'Alliance des Etats du Sahel. Quoi de mieux que de venir nous imprégner des méthodes des Forces armées burkinabè dans le combat contre le terrorisme et la délinquance transfrontalière. Au CIO, nous avons vu de façon pratique comment les Forces de défense et de sécurité (FDS) du Burkina Faso préparent et conduisent les opérations », a fait savoir le général Kanté avant de rassurer que cette immersion au Burkina Faso permettra aux stagiaires d'être mieux outillés.

Wanlé Gérard COULIBALY



Ils sont 20 officiers stagiaires issus de 8 pays africains qui sont en formation à l'Ecole d'Etat-major de Koulikoro, au Mali.

Enrôlement biométrique des pensionnés

Environ 53 000 retraités attendus

Le ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Protection sociale, Bassolma Bazié, a présidé la cérémonie de lancement officiel de l'enrôlement biométrique des pensionnés de la Caisse autonome de retraite des fonctionnaires (CARFO), le 2 juillet de 2024 à Ouagadougou



Une pensionnée s'est enrôlée et a reçu son ticket au bout de 2 mn.



Le ministre d'Etat, en charge de la protection sociale Bassolma Bazié (milieu) a invité les pensionnés à une forte mobilisation lors des 4 mois de campagne.

L'engagement de la Caisse autonome de retraite des fonctionnaires (CARFO) à bâtir une solidarité agissante entre les générations et renforcer sa proximité avec ses assurés sociaux ne faiblit pas. Elle a lancé une opération d'enrôlement de ses pensionnés dans la matinée du 2 juillet 2024 à Ouagadougou, en présence du ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Protection sociale, Bassolma Bazié.

Le directeur du système d'information de la CARFO, Noel Bado, a souligné qu'un pensionné de la CARFO est celui ou celle qui bénéficie de la pension comme les personnes

retraitées, les veufs et les veuves dont le conjoint est décédé. « Pour l'enrôlement, il faut se munir d'une CNIB, d'une carte de pensionné ou du bulletin, d'une photo d'identité. Il faut d'abord renseigner l'identité avant de renseigner les informations biométriques à l'aide des empreintes digitales et la signature pour récupérer un ticket de fin d'inscription du pensionné », a-t-il expliqué. M. Bado a ajouté que l'enrôlement se fait sur place à base d'une tablette mobile et dure au maximum 5 minutes. « Les pensionnés méritent d'avoir notre attention car ils ont servi la nation au prix de nombreux sacrifices en l'absence même des tech-

nologies. Ce projet résulte de la volonté du capitaine Ibrahim Traoré, Président du Faso, d'offrir des services de qualité aux populations pour impacter les services offerts par la CARFO à ses assurés », a-t-il déclaré.

Lutter contre la fraude

Le directeur du système d'information de la CARFO a dévoilé qu'environ 53.000 pensionnés sur toute l'étendue du territoire burkinabè et de l'étranger sont concernés par ce projet de campagne d'enrôlement biométrique. Il a ajouté que les pensionnés vivant à l'extérieur du pays seront enrôlés via les représentations diploma-

tiques du Burkina Faso dans leur pays de résidence. Pour lui, ce projet devrait permettre d'assainir la base de données des pensionnés, de lutter contre la fraude et les falsifications d'identité et protéger le système de paiement des prestations. Bassolma Bazié a notifié que le dispositif d'enrôlement mis en place comprend 20 postes d'enrôlement mobiles avec une capacité d'enrôlement d'environ 1300 pensionnés par jour. Selon le directeur général de la CARFO Hyacinthe Tamalgo, son institution se veut être en phase de mutation technologique. « La CARFO s'est engagée pour une digitalisation des paiements afin de permettre à tout pensionné de faire la demande de pension en ligne et rece-

voir un traitement adéquat et diligent. Cette opération a pour but aussi de se rapprocher davantage des futurs retraités », a-t-il déclaré. Il a annoncé que la campagne va se poursuivre dans les autres régions sur une période de 4 mois.

M. Tamalgo a remercié le représentant-résident de la Banque mondiale au Burkina Faso car cette institution est le partenaire technique et financier dans le financement du projet d'appui à l'inclusion financière des Petites et moyennes entreprises. Il a traduit sa reconnaissance au ministre en charge de la transformation digitale, par ailleurs marraine de la cérémonie pour le début de la franche collaboration. Pour sa part, le représentant-résident de la Banque mondiale au Burkina Faso, Hamoud Abdel Wedoul a félicité le gouvernement pour son engagement dans la dématérialisation des procédures, tremplin pour une administration plus efficace et efficiente. A son avis, la biométrie facilitera la gestion des régimes de retraite et la dématérialisation des paiements de pensions.



Cette opération est une joie et un ouf de soulagement pour ces pensionnés.



le directeur général de la CARFO, Hyacinthe Tamalgo, a signalé que la campagne a commencé dans la ville de Ouagadougou et va s'étendre au niveau des autres régions de la capitale.

Gbetcheni Constantin
Bertrand KAMBIRE
(Collaborateur)

Kinésithérapie

Le CHU de Tengandogo dispose d'un centre ultra moderne

Le Centre national de référence en Médecine physique et réadaptation (CNR-MPR) a reçu une visite conjointe du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Lucien Jean Claude Kargougou et l'ambassadeur du Royaume de Belgique au Burkina Faso, Jean Jacques Quairiat, le mardi 2 juillet 2024, à Ouagadougou.



Au CNR-MPR, la balnéothérapie est disponible.



Ph : Emmanuel BICABA

Dans la salle de rééducation fonctionnelle pour enfant, le petit Donald Tiendrebéogo est en pleine séance de mobilité.

Le Centre national de référence en Médecine physique et réadaptation (CNR-MPR) logé au sein du Centre hospitalier universitaire (CHU) de Tengandogo est devenu une réalité grâce aux différentes phases du Programme de renforcement des capacités en Médecine physique réadaptation (PRC-MPR). Un programme mis en œuvre suite à la signature de convention entre le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique et l'Agence pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger (APEFE) de la délégation de Wallonie Bruxelles en 2014. Par devoir de redevabilité, le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Robert Kargougou a effectué une visite dans ce centre aux côtés de l'ambassadeur du Royaume de Belgique au Burkina, Jean Jacques Quairiat, le 2 juillet 2024. Les deux hôtes de marque ont mis un point d'honneur à marquer une halte

dans chacune des sections du Centre. Ils ont ainsi visité l'accueil, le secrétariat médical, les salles de consultation, les salles d'orthophonie enfants et adultes et la piscine de rééducation. Le ministre s'est réjoui de constater que le centre national de référence en médecine physique et réadaptation est une structure ultra moderne qui accueille en moyenne 20 patients par jour.

La kinésithérapie, une nécessité absolue

« Nous avons pu mettre en place un programme de formation de ressources humaines, ce qui permet au centre de bénéficier de médecins spécialistes et de kinésithérapeutes bien formés au-delà de la kinésithérapie classique, nous avons même de la balnéothérapie », a-t-il poursuivi. L'ambassadeur du Royaume de Belgique au Burkina Faso, Jean-Jacques Quairiat s'est dit satisfait de

constater l'effectivité de la prise en charge de très jeunes enfants souffrant de diverses pathologies. « La prise en charge précoce de ces enfants de bas âge est absolument essentielle », a-t-il insisté. Le diplomate belge a par ailleurs indiqué que la réadaptation est devenue une initiative à l'échelle mondiale avec le lancement de l'initiative réadaptation 2030 par l'OMS. Le chef de service du centre national de médecine physique et

réadaptation, le médecin socialiste de médecine physique et réadaptation, Dr Hamad Camille Ouédraogo a précisé que le centre prend en charge les patients qui ont des difficultés soit d'ordre neurologique, soit musculosquelettique. « Les consultations coûtent 2 000 FCFA pour les enfants et 4 000 FCFA pour les adultes. Le Centre est ouvert du lundi au vendredi et du matin au soir », a-t-il poursuivi. Lors de la

visite, l'équipe a pu s'entretenir avec la maman du petit Donald dans la salle de rééducation fonctionnelle. Âgé de 17 mois, ce bébé est né avec une jambe plus longue que l'autre. C'est à l'issue d'une consultation que le petit Donald a reçu une prescription de 20 séances de massage. « Depuis que nous suivons les séances, mon fils se sent beaucoup mieux », a-t-elle fait savoir. Hilaire Nabolé victime d'un Accident vasculaire cérébral (AVC) est lui aussi un patient du CNR-MPR. « Le côté droit de mon corps était inactif jusqu'aux doigts. Avec le traitement que je reçois ici, je retrouve la mobilité de mes membres au point que je marche et effectue les exercices seul sans assistance », a-t-il confié. Le programme de renforcement des capacités en médecine physique réadaptation est à sa 3^e phase qui couvre la période 2022-2026.

✉ Emmanuel BICABA
Samira Alida KAMBOU
(Stagiaire)



L'ambassadeur du Royaume de Belgique au Burkina Faso, Jean Jacques Quairiat : « Nous sommes à 645 millions de francs CFA pour ce projet à Tengandogo ».



Le ministre en charge de la santé, Robert Lucien Kargougou : « on peut vraiment se réjouir car la réadaptation est devenue une initiative à l'échelle mondiale ».

Prix du journalisme sur la paix et la cohésion sociale (PJPCS)

La III^e édition lancée

Le Groupe de travail Sahel peace initiative (SPI), qui signifie, en français, Initiative paix au sahel a lancé la III^e édition du Prix du journalisme sur la Paix et la cohésion sociale (PJPCS) au cours d'une conférence de presse, le mardi 2 juillet 2024, à Ouagadougou. Les lauréats de cette édition seront récompensés lors d'une soirée, le vendredi 6 septembre 2024.

Le groupe de travail Sahel peace initiative (SPI), en français Initiative paix au sahel, veut inciter les journalistes à promouvoir davantage la paix et la cohésion sociale au Burkina Faso. C'est dans cette optique que le groupe a lancé au cours d'une conférence de presse, la III^e édition du Prix du journalisme sur la paix et la cohésion sociale (PJPCS), le mardi 2 juillet 2024 à Ouagadougou. Le thème retenu pour cette édition porte sur la « Contribution des hommes et femmes de médias à la promotion de la paix, de la cohésion sociale et à l'augmentation de la résilience communautaire des populations affectées par la crise au Burkina Faso ». Le vice-président du groupe de travail du SPI/

Burkina, l'abbé Hermann Ouédraogo a expliqué que ce prix vise à reconnaître le mérite des journalistes burkinabè qui contribuent à la promotion de la paix, de la cohésion sociale et à l'augmentation de la résilience communautaire des populations affectées par la crise sécuritaire. Selon le membre du réseau des journalistes et communicateurs du SPI, Juvénal Somé, peut prendre part à ce prix, tout journaliste travaillant dans un média reconnu au Burkina Faso. « Les œuvres doivent être produites et publiées dans un média burkinabè entre le 1^{er} octobre 2023 et le 15 août 2024. La clôture pour le dépôt des dossiers est prévue pour le 18 août 2024 », a relevé M. Somé. Il a par ailleurs confié que



Ph: Christelle KALKOUMDO

Le vice-président du groupe de travail du SPI/ Burkina, l'abbé Hermann Ouédraogo : « nous recherchons des histoires qui inspirent, des faits et gestes qui remettent debout, qui éclairent et incitent à aller de l'avant ».

les catégories de médias retenues pour cette III^e édition sont la radio et la télévision en reportage et dossier de 13 minutes maximum, la presse écrite en reportage et portrait de 2 pages maximum avec

illustrations et la presse en ligne en reportage et portrait avec 6 000 signes maximum ainsi que les illustrations. A la question d'un journaliste de savoir ce qui est fait pour la prise en compte des

langues nationales quand on sait que les personnes vulnérables s'expriment en langues, le porte-parole du comité d'organisation du SPI a répondu que les journalistes en langues nationales n'ont pas été oubliés et seront pris en compte aux prochaines éditions. L'Initiative paix au Sahel (SPI) a pour objectif de contribuer à ce que les personnes vivant au Sahel connaissent des niveaux plus élevés de cohésion sociale et de résilience. Elle a été lancée en 2019 par les conférences épiscopales du Burkina, du Mali, du Niger, du Ghana et de la Côte d'Ivoire en collaboration avec Le Catholic Relief Service (CRS).

Abdoulaye BALBONE
Cédric BOLOUVI
(Stagiaire)

Association professionnelle des entreprises de communication

Plus de 17 000 000 F CFA pour l'effort de paix

Le ministre d'Etat, ministre de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme, Jean Emmanuel Ouédraogo, a reçu dans l'après-midi du lundi 1^{er} juillet 2024, une délégation de Publicitaires associés à Ouagadougou.

La délégation conduite par son président, Salif Sanfo, dit être venue faire le point de sa contribution à l'effort de paix, lancée par le chef de l'Etat, le capitaine Ibrahim Traoré, à leur ministre de tutelle. De ses explications, cette collecte de fonds est issue de « Communication » qui se veut une initiative citoyenne de levée de fonds

des entreprises de communication pour soutenir l'effort de paix et la sensibilisation au patriotisme, à la cohésion sociale et au développement endogène. 17 190 000 F CFA, c'est le chèque présenté au ministre d'Etat, Jean Emmanuel Ouédraogo, un montant versé au Trésor au nom de l'ensemble des membres de la faîtière des publicitaires comme

contribution à l'effort de paix. Le chef du département en charge de la communication a salué à sa juste valeur l'engagement patriotique de l'Association professionnelle des entreprises de communication du Burkina Faso à accompagner les autorités dans la dynamique de la reconquête du territoire national.

DCRP/MCCAT



Ph: DCRP/MCCAT

Le chef du département en charge de la communication, Jean Emmanuel Ouédraogo (droite), a remercié le donateur pour leur contribution.

Saccage du siège de la RTB/Nord

Les manifestants se rachètent en reconstruisant le mur

Des manifestants ont saccagé, le 29 janvier dernier, des édifices publics dont le siège de la direction régionale du Nord de la Radiodiffusion télévision du Burkina (RTB). Pour se racheter, ils se sont mobilisés cette semaine pour rehausser le niveau du mur de la direction dans l'optique d'apporter plus de sécurité. C'est le constat fait par Sidwaya, mardi 2 juillet 2024.

La manifestation du 29 janvier 2024 restera gravée dans les mémoires des fils et filles de la région du Nord, plus précisément ceux de la province du Yatenga. En effet, la marche qui a été organisée pour soutenir les autorités de la Transition et demander plus d'actions de sécurisation, a dégénéré et s'est soldée par des actes de vandalisme sur la cour du roi du Yatenga Naaba Kiiba, le camp militaire et le siège de

vraiment les actes commis par la foule dans leur mécontentement. Nous sommes là pour corriger ces erreurs et rassurer tout le monde que cela ne se reproduira plus à Ouahigouya. Nous invitons la jeunesse à un sursaut patriotique, à se mobiliser tous autour de nos autorités pour le retour de la paix », a-t-il soutenu. Cette initiative est saluée par le directeur régional de la RTB2/Nord. « Au nom du ministre d'Etat, ministre de la



Les jeunes se sont engagés à accompagner les autorités par des actes patriotiques.

la direction régionale du Nord de la Radiodiffusion télévision du Burkina (RTB). Issue des mouvements et associations de la cité de Naaba Kango, des jeunes se sont mobilisés pour reconstruire les murs de la RTB afin de « corriger les erreurs commises lors de la manifestation ». Et ce, disent-ils, avec des contributions volontaires et le soutien des personnes de bonne volonté qui leur ont permis d'obtenir des agrégats (ciment, sable, fer, etc.). Pour le coordonnateur des mouvements de veille citoyenne de Ouahigouya, Assami Guiro, les manifestations du 29 janvier 2024 à Ouahigouya n'honorent pas les fils et filles de la région du Nord. « Nous regrettons

Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme et de toute la hiérarchie de la RTB, nous disons merci à l'ensemble des acteurs et surtout à cette jeunesse résiliente pour l'initiative. L'histoire reteindra qu'en 2024, il y a eu une manifestation ayant conduit au saccage du siège de la RTB2/Nord et ces jeunes sont revenus quelques mois après pour se faire pardonner par la construction du mur. Nous saluons cette initiative des jeunes pour leur acte patriotique », a laissé entendre le directeur régional de la RTB/Nord, Tewendé Xavier Belemgné.

✉ Bassirou BADINI
bassirouba264@gmail.com

Musique

« Burkina Faso » de Floby présenté aux mélomanes

L'artiste chanteur et compositeur, Floby, a organisé une dédicace publique à l'occasion de la sortie officielle de son 7^e album de 18 titres intitulé « Burkina Faso », dimanche 30 juin 2024, à Ouagadougou.



Ph: Cédric BOLOUVI

L'artiste chanteur et compositeur Floby : « cet album est intitulé Burkina Faso pour montrer au monde que nous sommes résilients ».

L'artiste chanteur et compositeur Florent Belemgné alias « Floby » se positionne comme l'une des figures emblématiques de la musique burkinabè, avec son 7^e album de 18 titres intitulé « Burkina Faso ». Le nouvel album a été dédié, dimanche 30 juin 2024, à Ouagadougou. Floby n'a pas dérogé à sa règle. A chaque fois qu'il a voulu consacrer son album l'artiste a toujours choisi la date du 30 juin. Parmi les titres, on retrouve « Mi Gou Wama », « Burkina Faso », « Béni-les », « Fatimata », ainsi que des featuring avec des artistes burkinabè tels que Audrey et étrangers (Meitod de la France). Floby a remercié ses mélomanes qui le soutiennent et l'accompagnent depuis ses débuts dans la musique. Car a-t-il dit, c'est grâce à eux qu'il trouve l'inspiration et la force pour continuer à donner le

meilleur de lui-même. L'artiste a par ailleurs expliqué que c'est en raison des difficultés que traverse le pays des Hommes intègres du fait du terrorisme, qu'il a jugé bon de nommer cet album « Burkina Faso », en signe de soutien et de résilience. « Le message que je transmets à travers cet album est qu'au Burkina Faso, malgré l'insécurité et ses corollaires nous sommes résilients », a-t-il déclaré. L'homme du show-biz a aussi relevé qu'à travers les dix-huit (18) titres de son opus, il chante la paix, la cohésion sociale, l'amour pour le prochain, la résilience et l'éveil de conscience des jeunes, tout en implorant Dieu d'accorder à la Nation burkinabè la paix qu'elle recherche depuis quelques années. Plusieurs chefs coutumiers, artistes de renom et mélomanes étaient à la dédicace pour soutenir le « Baba ». L'artiste musicien Elty s'est dit fier de l'avoir comme devancier dans le 4^e art, lui, qui est une source d'inspiration par son travail acharné. « C'est un aîné qui nous encourage à faire rayonner la musique et la culture burkinabè au-delà des frontières », a-t-il indiqué. L'artiste chanteur Sofiano a, quant à lui, félicité son collègue pour son nouvel album, tout en lui souhaitant plein succès dans sa carrière. Le lauréat du Kundé d'or 2010 et 2019, Floby, a promis à ses mélomanes un concert en 2025.

✉ Abdoulaye BALBONE
Cédric BOLOUVI
(Stagiaire)



Ph: Cédric BOLOUVI

Les mélomanes sont sortis nombreux pour exprimer leur soutien à l'artiste qui fête ces 18 ans de carrière musicale.

Infection de rage à Ouagadougou

« La situation a été rapidement maîtrisée », Maurice Konaté, Haut-commissaire de la province du Kadiogo

Dans un arrêté en date du 21 juin 2024, le Haut-commissaire de la province du Kadiogo, Maurice Konaté, déclarait une infection de rage dans la commune de Ouagadougou. Pour comprendre la teneur de l'arrêté et la situation qui prévaut dans le secteur 9 de la capitale, où la maladie sévit, Sidwaya s'est entretenue avec le premier responsable de la province dans la matinée du 2 juillet 2024.

Sidwaya (S) : Dans un arrêté en date du 21 juin 2024, le haut-commissaire de la province du Kadiogo annonçait l'infection de rage dans la commune de Ouagadougou. Qu'en est-il exactement ?

Maurice Konaté (M.K.) : Nous avons été informés par la direction provinciale de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques du Kadiogo qu'un cas suspect de rage canine a été signalé dans la commune de Ouagadougou durant le mois de juin 2024. En effet, le mardi 11 juin 2024, les services vétérinaires ont été contactés à propos d'une morsure d'un cheval par un chien suspect de rage. L'intervention de la direction régionale de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques du Centre a permis de collecter un prélèvement du chien abattu par la communauté. Les analyses de laboratoire ont confirmé l'infection du chien mordeur par la rage. Compte tenu du caractère de la rage qui est une maladie qui affecte également les hommes et cause des pertes en vie humaine et conformément à la loi sur la police zoo-sanitaire au Burkina Faso, nous avons pris de concert avec les services vétérinaires, un arrêté portant déclaration d'infection de rage dans la commune de Ouagadougou.

S : Selon les termes de cet arrêté, le quartier Ouidi du secteur 9 dans l'arrondissement 2 est déclaré zone de séquestration. Est-ce spécifiquement cette partie de la ville qui est concernée par cette mesure ?

M.K. : Oui. C'est uniquement le quartier de Ouidi, le secteur 9 dans l'arrondissement 2 qui est concerné par cette mesure.

S : Quelle est la situation pour les autres secteurs et arrondissements de



Ph: Evariste YODA

Le Haut-commissaire de la province du Kadiogo, Maurice Konaté, a rassuré que la situation est sous contrôle.

Ouagadougou ?

M.K. : Les autres secteurs sont supposés indemnes. Nous n'avons pas eu de cas de confirmation de rage rapporté par les services vétérinaires.

S : Les résultats des examens virologiques reçus, le 13 juin 2024 de la direction du laboratoire nationale de l'élevage du Burkina, se sont révélés positifs. Que disent concrètement ces résultats et sur combien d'échantillons le test a porté pour déclarer cette partie de la ville infectée de rage ?

M.K. : Ces résultats révèlent que le chien errant a été testé positif à la rage. Le test a porté sur un seul échantillon issu de la tête du chien.

S : Quelles sont les mesures envisagées pour éviter la propagation de l'infection dans la ville ?

M.K. : Il fallait donner l'information aux populations par des communiqués à la radio et sur les réseaux sociaux. Des mesures ont été prises à savoir : tous les chiens, chats et singes sont séquestrés pendant 2

mois, la circulation des chiens chats et singes excepté ceux tenus en laisse est interdite durant la période du 15 juin au 15 juillet 2024. Les chiens, chats et singes errants sont abattus sans délai. Les chiens munis d'un collier portant une marque distinctive sont capturés et mis en fourrière si possible. La durée de la mise en fourrière est de quarante-huit (48) heures à partir de la date de publication. Le cheval mordu par le chien enragé est abattu et son cadavre détruit puis enfoui. Les animaux mordus par le chien enragé sont abattus sauf les chiens, chats et singes à jour de leur vaccination. Les animaux mordus et qui sont à jour de leur vaccination sont revaccinés dans les sept jours suivant la morsure. Signalons qu'il y a eu une mission conjointe qui était sur le terrain pour mener une investigation, elle avait pour mission de déterminer tous les cas contacts pour la recherche active de cas de morsures non déclarés chez les personnes, collecter toutes les informations relatives au chien mordeur (lieu de provenance, statut vaccinal, conditions d'élevage, etc.), rechercher les animaux contacts pour l'identification d'éventuels, cas de morsures chez ces derniers, rechercher des cas de morsures de personnes par des chiens à travers les entretiens dans les centres médicaux, mettre en œuvre les mesures de police zoo-sanitaires requises, collecter les informations concernant des animaux ayant manifestés des signes évocateurs de la rage ou morts les jours ou semaines précédant l'exposition, sensibiliser les communautés aux moyens de prévention de la rage animale et humaine, prévoir une mini-campagne de vaccination des carnivores domestiques dans un

périmètre autour du foyer, améliorer la coordination entre les différents services techniques en charge de la santé animale et de la santé humaine de la localité.

S : Envisagez-vous une campagne de masse de vaccination contre la rage ?

M.K. : Cela est prévu autour du foyer. Nous attendons les recommandations de la mission conjointe d'investigation.

S : L'infection de rage dans la commune de Ouagadougou remet au gout du jour le débat sur la divagation des animaux. Qu'est-ce que vous comptez faire pour mettre définitivement fin à ce phénomène aux multiples conséquences ?

M.K. : La campagne de lutte contre la divagation des animaux est effective et permanente. A titre illustratif pour l'année 2023, c'est plus de 4 756 animaux toutes espèces confondues qui ont été mis en fourrière. Pour ce qui est de l'année 2024, nous sommes à 781 animaux mis en fourrière à la date du 30 juin. J'interpelle aussi les populations à prendre soin des animaux qu'elles-mêmes ont choisi délibérément d'élever. Je demande à cette même population d'éliminer les poubelles anarchiques qui attirent les chiens.

S : Les populations de Ouagadougou sont inquiètes. Quel est votre message à leur endroit ?

M.K. : Nous rassurons la population que la situation a été rapidement maîtrisée par les mesures prises. Il y a une investigation conjointe qui a été faite dans l'esprit One health. La surveillance épidémiologique a été renforcée.

Valorisation des langues nationales

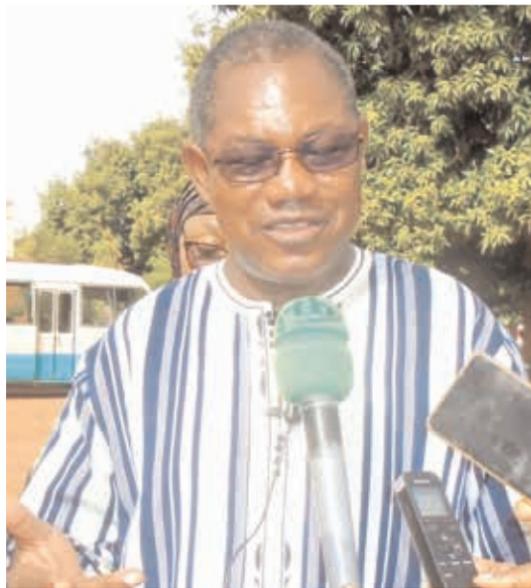
Des DCRP formés en transcription orthographique

Le Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales (MENAPLN), a organisé, du 21 au 27 juin 2024, à Koudougou, une session de formation en transcription orthographique dans les langues mooré, jula, fulfuldé et gulimancema, au profit des Directeurs de communication et des relations presse (DCRP) des différents secteurs ministériels et d'institutions.



Ph: Afsétou SAWADOGO

Le représentant du ministre en charge de la promotion des langues nationales, Kader Michel Kondombo : « Parler notre langue nationale, nous permet de nous identifier, mais l'écrire nous permet de mieux nous affirmer ».



Le DGNEF, Kirassai Zio, a signifié que la flamme de transcription et de transmission de messages écrits en langues nationales aux populations, a été allumée à travers cette formation.

25 Directeurs de communication et des relations presse (DCRP) des ministères, trois chargés de communication des directions générales du Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales (MENAPLN) et trois agents de la direction de la communication des institutions se sont initiés, à l'écriture et à la lecture en langues mooré, jula, fulfuldé et gulimanc-

ma. C'était du 21 au 27 juin 2024, dans la cité du Cavalier rouge. Cette formation, organisée par le MENAPLN, s'inscrit dans la dynamique d'officialisation des langues nationales, enclenchées par les autorités gouvernementales. Le Directeur général de l'éducation non formelle (DGNEF), Kirassai Zio, a indiqué que cette session qui vient après celle des journalistes, tenait à cœur le premier responsable du département

de la promotion des langues nationales. Il a confié que dans le rapport du recensement 2019, ces quatre langues à elles seules, concernent plus de 75% de la population. « Si, nous arrivons à former les DCRP et les journalistes dans ces langues, il y a des messages qu'ils peuvent véhiculer, aussi bien à l'oral qu'à l'écrit », a-t-il soutenu. Le représentant du ministre en charge de la promotion des langues nationales, Kader

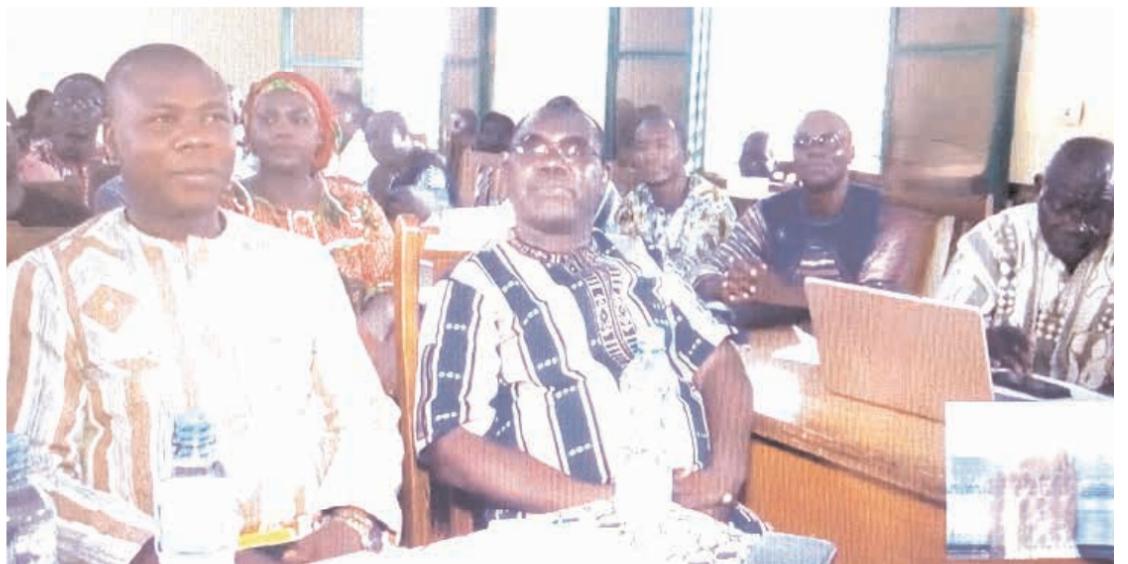
Michel Kondombo, a fait savoir que l'importance de cette formation ne peut être sous-estimée car, renforcer les capacités dans les langues nationales selon lui, c'est enrichir le paysage médiatique burkinabè de manière significative et de faciliter l'accès à l'information pour tout concitoyen, en brisant la barrière linguistique, tout en célébrant la diversité qui fait la force de la Nation. « Vous n'avez fait qu'allumer la flamme de l'apprentissage à travers cette formation. Utilisez vos nouvelles compétences pour raconter des histoires authentiques, informez avec précision et responsabilité. Portez fièrement ce que vous avez appris dans vos communautés », a-t-il conseillé aux apprenants. Le porte-parole des DCRP, Souleymane Diallo, a dit reconnaître que cette formation a été un succès remarquable, parce qu'en seulement une semaine, des compétences nécessaires ont été acquises pour écrire, lire et déchiffrer dans les quatre langues. « Cette formation va au-delà de l'apprentissage

linguistique. Elle représente un pas très important vers la valorisation de nos langues nationales et la préservation de notre patrimoine culturel », s'est-il convaincu. Il a continué en disant que par cette initiative, leur capacité à communiquer efficacement dans des langues qui touchent directement les populations a été renforcée. La participante Nathalie Sawadogo, par ailleurs journaliste de formation, qui a apprécié cet apprentissage dans la transcription en mooré, a affirmé qu'elle est moaaga, elle parle bien la langue, mais elle ne peut malheureusement pas écrire en mooré. « A présent, je vais promouvoir ma langue sur le terrain, parce qu'il n'est pas évident qu'un interviewé puisse répondre aux questions qui lui sont posées, si ton mooré n'est pas bien parlé. Le fait de pouvoir chanter l'hymne national en mooré aussi, a été une fierté pour moi. J'ai compris le sens de tous les mots », s'est-elle réjouie.

▀ Afsétou SAWADOGO



La participante Nathalie Sawadogo (droite), recevant son attestation des mains de la directrice de l'éducation non formelle des adolescents/adolescentes, Oumou Zagré.



Ph: Afsétou SAWADOGO

Les participants sont à présent mieux outillés pour intégrer les langues nationales dans leurs actions de communication quotidienne.

Vol d'hydrocarbures de la SONABEL

Une dizaine de malfrats mis aux arrêts

La Police nationale, à travers le Service régional de la police judiciaire (SRPJ) du Centre, dans le cadre de ses missions de lutte contre la criminalité urbaine, a procédé au démantèlement d'un réseau de présumés délinquants spécialisés dans le vol et le recel des hydrocarbures commandés par la Société nationale burkinabè d'hydrocarbures (SONABHY) et à destination de la Société nationale d'électricité du Burkina (SONABEL).



Ph: Police nationale
Ces individus répondront de leurs actes.

En effet, le groupe était composé essentiellement de conducteurs de camion-citerne et de commerçants, tous œuvrant dans le domaine des hydrocarbures. Le mode opératoire était comme suit : les conducteurs de citernes, munis de bons de chargement de la SONABHY et sur le chemin du retour des pays côtiers avec leurs chargements, contactaient leurs complices commerçants qui les rejoignaient au niveau des entrées Est ou Ouest de la ville de Ouagadougou, dans des garages ou des dépotoirs. En ces lieux, le carburant y était aspiré par des motopompes et transvasé dans des polytanks de grande capacité ou dans d'autres citernes. Et les quantités vidées des citernes étaient compensées par de l'eau ou des résidus de vidange préparés à cet effet. Le carburant ainsi détourné était transporté par les commerçants complices et mis en vente sur le

marché ou vendu sur place à d'autres complices venus des pays voisins. Grâce à la collaboration des populations, les enquêteurs ont réussi, au moment de l'interpellation de ces présumés délinquants, à opérer plusieurs saisies parmi lesquelles deux citernes, une mini-citerne et un camion rempli de combustibles, plusieurs polytanks, deux moto-pompes et du numéraire. La Police nationale remercie une fois de plus les citoyens dont la collaboration a permis l'aboutissement de cette enquête. Elle les invite par ailleurs à toujours poursuivre dans la même dynamique tout en continuant de dénoncer les cas suspects aux numéros verts mis à leur disposition : les 17, 16 et 1010.

La Police nationale, une force publique au service des citoyens !

Direction de la communication
Police nationale



Ph: Police nationale
Un échantillon du matériel utilisé pour le trafic.

Communication et culture

Le ministre Jean Emmanuel Ouédraogo félicite ses collaborateurs de l'Est

Le ministre d'Etat, ministre de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme, Rimalba Jean Emmanuel Ouédraogo, a rencontré, vendredi 28 juin 2024, à Fada N'Gourma, ses collaborateurs des services déconcentrés. Il les a félicités pour « la qualité du travail abattu ».



Ph: Adeline KABORE
Le ministre d'Etat en charge de la communication, Rimalba Jean Emmanuel Ouédraogo, a invité ses collaborateurs de l'Est à poursuivre la dynamique.

A Fada N'Gourma, vendredi 28 juin 2024, à la faveur de l'inauguration des infrastructures réalisées dans le cadre du Projet d'urgence de développement territorial et de résilience (PUDTR), le ministre d'Etat, ministre de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme, Rimalba Jean Emmanuel Ouédraogo, a rencontré le personnel des directions régionales en charge de la communication et de la culture de l'Est. Pour sa première visite dans la cité de Yendabli depuis qu'il est au département de la communication, Rimalba Jean Emmanuel Ouédraogo, accompagné de ses homologues en charge de l'éducation nationale, Jacques Sosthène Dingara, des infrastructures, Adama Luc Sorgho et des mines, Yacouba Zabré Gouba, a tenu à rencontrer ses collaborateurs de la région pour les féliciter et les

encourager. « C'est l'occasion de vous transmettre un message de remerciements et de félicitations pour l'engagement au quotidien et surtout pour la qualité du travail au quotidien. Le mérite est d'autant plus grand qu'en dépit de la crise sécuritaire, nous voyons que toutes les matières portées par le ministère sont servies au niveau de la région, que cela soit dans le domaine de la communication ou de la culture », a-t-il dit. Le ministre d'Etat a rappelé le rôle majeur et stratégique de son département dans la lutte contre le terrorisme. « Nous traversons tous ensemble des moments difficiles, mais nous partageons tous ensemble la conviction que nous avons les moyens par nous-mêmes de nous en sortir et d'ouvrir les portes d'un Burkina nouveau. Cela se fera bien sûr par la communication, la culture, les arts et le tourisme », a-t-il déclaré. Par ailleurs, il a indiqué qu'il est conscient des difficultés relevées par le personnel, en lien essentiellement avec les équipements et les ressources humaines. Pour cela, a-t-il laissé entendre, son département est en quête de solutions, en permanence, pour résorber l'ensemble des goulets d'étranglements. La directrice régionale en charge de la culture de l'Est, Marceline Bougma, s'est dit ravie de cette visite de courtoisie du ministre d'Etat.

Joanny SOW
Adeline KABORE
(Stagiaire)



Ph: Adeline KABORE
Les acteurs en charge de la communication et de la culture de l'Est ont rencontré, pour la première fois, leur ministre de tutelle.

UMOA-Titres **ANNONCE AU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS**

RÉSULTATS DE L'ÉMISSION ET DU RACHAT SIMULTANÉE DE BONS ET D'OBLIGATIONS ASSIMILABLES DU TRÉSOR DE CÔTE D'IVOIRE DU 26 JUIN 2024

UMOA-Titres (UT), en collaboration avec la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a organisé le mercredi 26 juin 2024, à la demande de la Direction Générale des Financements de Côte d'Ivoire, une opération d'émission et de Rachat Simultanée de Bons et d'Obligations Assimilables du Trésor pour un montant de 22 milliards de FCFA pour la partie émission et de 21 milliards de FCFA pour la partie rachat.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme d'émissions de titres publics et de la gestion active de la dette de Côte d'Ivoire en conformité avec la stratégie à moyen et long terme de gestion de la dette.

L'adjudication ouverte le mercredi 26 juin 2024, suivant un système d'enchères à taux et prix multiple, a enregistré les résultats ci-dessous :

RESULTAT GLOBAL	
Montant global des soumissions (en FCFA)	21 718 000 000
Dont ONC	0
Montant retenu (F CFA)	21 718 000 000
Dont ONC	0
Montant Net	20 499 372 364
Taux de couverture	100,00%

Résultats de l'émission	BAT - 342 jours	OAT - 3 ans
Montant global des soumissions (en FCFA)	11 718 000 000	10 000 000 000
Dont ONC	0	0
Montant retenu (en FCFA)	11 718 000 000	10 000 000 000
Dont ONC	0	0
Montant Net	10 961 017 200	9 334 398 194
Marginal	8,80%	95,00%
Moyen Pondéré	8,80%	95,00%
Rendement Moyen Pondéré (RMP)	7,27%	7,86%
Nombre de soumissions	4	1
Nombre de Participants directs	3	1
Taux d'absorption	100,00%	100,00%

L'adjudication ouverte le mercredi 26 juin 2024, suivant un système d'enchères à l'envers à taux et prix multiple, a enregistré les résultats ci-dessous :

RESULTAT GLOBAL	
Montant global des soumissions (en FCFA)	21 148 000 000
Dont ONC	0
Montant retenu (F CFA)	21 148 000 000
Dont ONC	0
Montant Net	20 992 779 407
Taux de couverture	100,00%

Résultats du rachat	BAT - 12 jours	BAT - 61 jours	BAT - 30 jours
Montant global des soumissions (en FCFA)	5 632 000 000	5 360 000 000	10 104 000 000
Dont ONC	0	0	0
Montant retenu (en FCFA)	5 632 000 000	5 360 000 000	10 104 000 000
Dont ONC	0	0	0
Montant Net	6 628 919 588	6 334 787 361	10 601 096 490
Marginal	2,90%	2,90%	8,47%
Moyen Pondéré	2,90%	2,90%	8,47%
Rendement Moyen Pondéré (RMP)	2,90%	2,51%	6,52%
Nombre de soumissions	2	2	1
Nombre de Participants directs	2	2	1
Taux d'absorption	100,00%	100,00%	100,00%

UMOA-Titres remercie, au nom de la Direction Générale des Financements de Côte d'Ivoire, l'ensemble des investisseurs pour la confiance renouvelée et le soutien constant aux initiatives de financement des actions de développement dans l'Union.

Fait à Dakar, le 26 juin 2024
Le Directeur de UMOA-Titres
Oulimata NDIAYE DIASSE

UMOA-Titres **ANNONCE AU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS**

RÉSULTATS DE L'ÉMISSION SIMULTANÉE DE BONS ET D'OBLIGATIONS ASSIMILABLES DU TRÉSOR DU MALI DU 26 JUIN 2024

UMOA-Titres (UT), en collaboration avec la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a organisé le mercredi 26 juin 2024, à la demande de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Mali, l'émission Simultanée de Bons et d'Obligations Assimilables du Trésor respectivement à cent quatre-vingt-deux (182) jours, trois cent soixante-quatre (364) jours, trois (3) ans, cinq (5) ans pour un montant de 25 milliards de FCFA.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme d'émissions de titres publics du Mali en conformité avec la stratégie à moyen et long terme de gestion de la dette.

L'adjudication ouverte le mercredi 26 juin 2024, suivant un système d'enchères à taux et prix multiple, a enregistré les résultats ci-dessous :

RESULTAT GLOBAL	
Montant global des soumissions (en FCFA)	26 713 800 000
Dont ONC	0
Montant retenu (F CFA)	26 082 600 000
Dont ONC	0
Montant Net	24 382 967 117
Taux de couverture	106,86%

Résultats de l'émission	BAT - 182 jours	BAT - 364 jours	OAT - 3 ans	OAT - 5 ans
Montant global des soumissions (en FCFA)	5 730 000 000	10 097 000 000	885 600 000	10 001 200 000
Dont ONC	0	0	0	0
Montant retenu (en FCFA)	5 200 000 000	9 997 000 000	885 600 000	10 000 000 000
Dont ONC	0	0	0	0
Montant Net	4 976 816 433	9 099 574 683	806 576 000	9 500 000 000
Marginal	8,60%	8,95%	91,00%	95,00%
Moyen Pondéré	8,49%	8,88%	91,08%	95,00%
Rendement Moyen Pondéré (RMP)	8,87%	9,75%	9,72%	7,59%
Nombre de soumissions	7	10	7	2
Nombre de Participants directs	6	9	6	2
Taux d'absorption	90,75%	99,01%	100,00%	99,99%

UMOA-Titres remercie, au nom de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Mali, l'ensemble des investisseurs pour la confiance renouvelée et le soutien constant aux initiatives de financement des actions de développement dans l'Union.

Fait à Dakar, le 26 juin 2024
Le Directeur de UMOA-Titres
Oulimata NDIAYE DIASSE

UMOA-Titres **ANNONCE AU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS**

RÉSULTATS DE L'ÉMISSION DE BONS DU TRÉSOR DU NIGER DU 27 JUIN 2024

UMOA-Titres (UT), en collaboration avec la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a organisé le jeudi 27 juin 2024, à la demande de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Niger, l'émission de Bons du Trésor respectivement à cent soixante-quinze (175) jours, trois cent soixante-quatre (364) jours pour un montant de 25 milliards de FCFA.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme d'émissions de titres publics du Niger en conformité avec la stratégie à moyen et long terme de gestion de la dette.

L'adjudication ouverte le jeudi 27 juin 2024, suivant un système d'enchères à taux multiple, a enregistré les résultats ci-dessous :

RESULTAT GLOBAL	
Montant global des soumissions (en FCFA)	9 211 000 000
Dont ONC	0
Montant retenu (F CFA)	9 211 000 000
Dont ONC	0
Montant Net	8 427 982 061
Taux de couverture	36,84%

Résultats de l'émission	BAT - 175 jours	BAT - 364 jours
Montant global des soumissions (en FCFA)	1 780 000 000	7 431 000 000
Dont ONC	0	0
Montant retenu (en FCFA)	1 780 000 000	7 431 000 000
Dont ONC	0	0
Montant Net	1 702 368 056	6 725 614 005
Marginal	9,00%	9,50%
Moyen Pondéré	8,97%	9,39%
Rendement Moyen Pondéré (RMP)	9,38%	10,37%
Nombre de soumissions	4	8
Nombre de Participants directs	4	7
Taux d'absorption	100,00%	100,00%

UMOA-Titres remercie, au nom de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Niger, l'ensemble des investisseurs pour la confiance renouvelée et le soutien constant aux initiatives de financement des actions de développement dans l'Union.

Fait à Dakar, le 27 juin 2024
Le Directeur de UMOA-Titres
Oulimata NDIAYE DIASSE

Sidwaya Mobile
*334#

- * Politique
- * Economie
- * Société
- * Culture
- * Sport

Jour = 20 Frs
Semaine = 100 Frs
Mois = 400 Frs

Sidwaya Mobile, bougez avec l'information !

www.sidwaya.info
www.sidwaya.info/numerique

Les Editions Sidwaya | Amis des Editions Sidwaya | Les Editions Sidwaya

01 BP 507 Ouagadougou 01/BF - Tél.: (+226) 70 20 59 39 / 70 20 06 89 - sidwayamarketing19@gmail.com



@BSIC BURKINA SA



COMMUNIQUE

Conditions de banque appliquées au premier semestre 2024
(cf. article 2 de l'Instruction n°003/03/2011 du 18 mars 2011 du Gouverneur de la BCEAO)

Taux de base bancaire	Taux débiteurs maximum	Date de la dernière modification	Taux des dépôts à terme hors Epargne réglementée				Epargne contractuelle	
			Minimum	Date de modification	Maximum	Date de modification	Taux	Date de modification
9,00%	12,50%	mai-24	3,70%	mai-24	4,50%	mai-24	3.50%	mai-24

📍 Adresse BSIC SIEGE SOCIAL :
Rue David Dapougui
KERE (PROJET ZACA)

☎ +226 25 32 84 01 à 05
🌐 www.bsicbank.com/burkina



ETAT: BURKINA FASO

BANQUE: INTERNATIONAL BUSINESS BANK BURKINA (IB bank BURKINA)

CONDITIONS DE BANQUE APPLIQUEES AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2024
(cf article 2 de l'instruction N°3/03/2011 du 18 mars 2011 du Gouverneur de la BCEAO)

Taux de base bancaire	Taux débiteurs maximum	Date de la dernière modification	Taux des dépôts à terme hors Epargne réglementée				Epargne contractuelle	
			Minimum	Date de modification	Maximum	Date de modification	Taux	Date de modification
9%	15%	21 février 2022	3,50%	04 octobre 2022	6,60%	24 octobre 2023	3,75 %	21 février 2022

Ouagadougou le 1^{er} juillet 2024



Conditions de Banque appliquée au 30 Juin 2024

(CF. article 2 de l'instruction n°3/03/2011 du 18 mars 2011 du Gouverneur de la BECEAO)

Taux de base bancaire	Taux débiteurs maximum	Date de la dernière modification	Taux des dépôts à terme hors Epargne réglementée				Epargne réglementée	
			Minimum	Date de modification	Maximum	Date de modification	Taux	Date de modification
9,75 %	12,50 %	janv-15	2,00%	janv-15	6,5%	mars-22	3,50%	févr-12

La Direction Générale

Vista Bank Burkina SA
479, Avenue Kwamé N'Krumah
01 BP 08, Ouagadougou, Burkina Faso
Tél. : +226 25 32 56 00

info@vistabankbf.com
www.vistabankgroup.com

Société Anonyme au capital de 10.000.000.000 FCFA
RCCM BF OUA 2000B124 C.I.B : C0023,
I.F.U 00000484E
Swift Code: BICIBFBXXX



COUR D'APPEL DE OUAGADOUGOU

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
OUAGA-I

CABINET DU JUGE DE LA MISE EN ETAT

BURKINA FASO
Unité- Progrès- Justice



DOSSIER RM n°225/2024
DOSSIER RG n°430 du 12/06/2024

AVIS DE RECHERCHE

Le Juge de la mise en état des causes civiles du Tribunal de Grande Instance OUAGA I ;

Vu l'article 93 du code de procédure civile ;

INFORME :

MINOUNGOU Yacouba, burkinabé, détenteur de la CIB n°B.01271094 délivrée par le Commissariat central de police de la ville de Ouagadougou, titulaire des droits de jouissance sur l'immeuble formant la parcelle cadastrée n°14, lot 26, section 240 (KI.) sise au secteur 23 de la ville de Ouagadougou/ Arrondissement 05, ou **ses éventuels héritiers** ;

Qu'ils sont priés de passer à son cabinet sis au palais de justice de OUAGADOUGOU situé à côté du rond-point des Nations Unies, dans un délai de trente (30) jours à compter de la publication du présent avis.

POUR : répondre aux griefs exposés et aux prétentions formulées contre eux suivant assignation en déclaration parfaite de vente et en mutation, en date du 12 juin 2024.

A l'expiration du délai imparti, MINOUNGOU Yacouba ou lesdits héritiers seront considérés avoir été mis en situation de présenter leur défense. Par suite de quoi, il sera tiré toutes les conséquences de droit de leur défaut.

Conformément à la disposition visée, le présent avis fera l'objet de publication, d'une part, par insertion dans un journal d'annonces légales et, d'autre part, par communiqué rediffusé à la Radio OUAGA FM de Ouagadougou.

Ouedraogo Charlemagne
Magistrat

SOCIETE GENERALE BURKINA FASO, S.A.
AVEC CONSEIL D'ADMINISTRATION AU CAPITAL DE 12 800 MILLIONS DE FCFA
RCCM N° BF OUA 2001B 1946
ADRESSE POSTALE : 01 BP 585 OUAGADOUGOU 01 (BURKINA FASO)
SIEGE SOCIAL : 248, RUE DE L'HÔTEL DE VILLE - OUAGADOUGOU
TEL. : (226) 25 32 32 32

AVIS DE CONVOCATION

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES

DU JEUDI 18 JUILLET 2024

Mesdames et Messieurs les actionnaires de Société Générale Burkina Faso sont conviés à une Assemblée Générale Extraordinaire le **jeudi 18 juillet 2024 à 10 heures** précises au siège social de la Banque, situé au 248 Rue de l'hôtel de Ville à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture et approbation du rapport du Conseil d'Administration sur l'augmentation du capital envisagée ;
2. Lecture du rapport des Commissaires aux comptes sur l'augmentation du capital envisagée ;
3. Délégation de pouvoirs au Directeur Général en vue de l'accomplissement des formalités nécessaires ;
4. Vote des résolutions ;
5. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales.

Les documents seront tenus à la disposition des actionnaires, au siège social, au Secrétariat de la Direction Générale.



Marie Clarisse BARRY
Présidente du Conseil d'Administration

UMDA-Titres **ANNONCE AU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS**

RESULTATS DE EMISSION DE BONS DU TRÉSOR DU SÉNÉGAL DU 28 JUIN 2024

UMOA-Titres (UT), en collaboration avec la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a organisé le vendredi 28 juin 2024, à la demande de la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor du Sénégal, l'émission de Bons du Trésor respectivement à quatre-vingt-onze (91) jours, cent quatre-vingt-deux (182) jours pour un montant de 40 milliards de FCFA.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme d'émissions de titres publics du Sénégal en conformité avec la stratégie à moyen et long terme de gestion de la dette.

L'adjudication ouverte le vendredi 28 juin 2024, suivant un système d'enchères à taux multiple, a enregistré les résultats ci-dessous :

RESULTAT GLOBAL	
Montant global des soumissions (en FCFA)	54 221 000 000
Dont ONC	0
Montant retenu (F CFA)	40 139 000 000
Dont ONC	0
Montant Net	38 891 024 483
Taux de couverture	135,55%

Résultats de l'émission	BAT - 91 jours	BAT - 182 jours
Montant global des soumissions (en FCFA)	12 001 000 000	42 220 000 000
Dont ONC	0	0
Montant retenu (en FCFA)	7 000 000 000	33 139 000 000
Dont ONC	0	0
Montant Net	6 884 987 881	32 006 036 603
Marginal	6,50%	6,96%
Moyen Pondéré	6,50%	6,76%
Rendement Moyen Pondéré (RMP)	6,61%	7,00%
Nombre de soumissions	8	28
Nombre de Participants directs	7	14
Taux d'absorption	58,33%	78,49%

UMOA-Titres remercie, au nom de la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor du Sénégal, l'ensemble des investisseurs pour la confiance renouvelée et le soutien constant aux initiatives de financement des actions de développement dans l'Union.

Fait à Dakar, le 28 juin 2024
Le Directeur de UMOA-Titres
Oulimata NDIAYE DIASSE

COUR D'APPEL DE OUAGADOUGOU
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
OUAGA-I
CABINET DU JUGE DE LA MISE EN ETAT

BURKINA FASO
Unité- Progrès- Justice



DOSSIER RM n°160/2024
DOSSIER RG n°275 du 26/04/2024
AVIS DE RECHERCHE

Le Juge de la mise en état des causes civiles du Tribunal de Grande Instance OUAGA I ;

Vu l'article 93 du code de procédure civile ;

INFORME :

Monsieur OUEDRAOGO Nabosséba ou OUEDRAOGO Bosseba Adama né en 1940 à Nodin, commerçant domicilié à Ouagadougou ou partout ailleurs ;

Qu'elle est priée de passer à son cabinet sis au palais de justice de OUAGADOUGOU situé à côté du rond-point des Nations Unies, dans un délai de trente (30) jours à compter de la publication du présent avis.

POUR : répondre aux griefs exposés et aux prétentions formulées contre elle suivant assignation en validité de vente et en mutation en date du 19 avril 2024 faite à l'initiative des Ayants droits de feu PILABRE Boukary.

A l'expiration du délai impartit, OUEDRAOGO Nabosséba ou OUEDRAOGO Bosseba Adama sera considéré avoir été mis en situation de présenter sa défense. Par suite de quoi, il sera tiré toutes les conséquences de droit de son défaut.

Conformément à la disposition visée, le présent avis fera l'objet de publication, d'une part, par insertion dans un journal d'annonces légales et, d'autre part, par communiqué rediffusé dans une radio de la place.

Ouagadougou le 1^{er} juillet 2024

Le Juge de la Mise en Etat
Adama SOUABO
Magistrat

ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION ET DE MAGISTRATURE
DIRECTION GENERALE
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DE LA FORMATION INITIALE

BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice



N° 2024-009/ENAM/DG/SG/DFI/zrs

COMMUNIQUE

Le Directeur général de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM), porte à la connaissance du public que l'ENAM recrute des auditeurs libres en complément d'effectif dans ses différentes filières de formation à Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et Fada N'Gourma.

A cet effet, il est prévu deux (02) sessions de recrutement à l'ENAM (Ouagadougou), à l'Institut Régional des Hauts Bassins (Bobo-Dioulasso) et à l'Institut Régional de l'Est.

Date et lieu de dépôt des dossiers

Les dossiers de candidatures pour le premier test sont recevables tous les jours du mardi 02 juillet 2024 au mardi 30 juillet 2024 inclus de 08 heures à 15h00 au Secrétariat général de l'ENAM et dans les secrétariats des Instituts Régionaux d'Administration (IRA) des Hauts-Bassins et de l'Est. La date de composition du premier test est prévue pour le jeudi 8 août

2024 à partir de 08 heures à l'ENAM et dans les IRA.

Quant au second test, les dossiers sont recevables du lundi 02 septembre au vendredi 27 septembre 2024 tous les jours de 08 heures à 15 heures au Secrétariat général de l'ENAM et dans les secrétariats des Instituts Régionaux d'Administration (IRA) des Hauts-Bassins et de l'Est. La composition se déroulera le jeudi 10 octobre 2024 à partir de 08 heures à l'ENAM et dans les IRA.

Composition des dossiers

Les dossiers de candidature se composent des pièces suivantes :

- Une demande timbrée à 200 F CFA, adressée à Monsieur le Directeur général de l'ENAM ;
- Une copie légalisée d'extrait d'acte de naissance ou de jugement supplétif en tenant lieu ;
- Une copie légalisée du diplôme ;

- Pour les diplômes obtenus à l'extérieur, joindre un acte d'authentification ;
- Joindre une quittance de 5000 F CFA comme frais de participation, non remboursable, payable à l'Agence comptable de l'ENAM et dans les IRA.

Processus de recrutement

A l'issue de la phase de dépôt des dossiers, suivra celle de la présélection. Les candidats présélectionnés subiront un test écrit qui portera sur la culture générale. Après le test écrite les candidats non burkinabè subiront un entretien oral.

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés pour les tests écrits.

NB : Ci-joint les lieux de formation, la liste des filières de formation et conditions d'accès.

Dr Jacob Y. YARABATIOULA

FICHE DE RENSEIGNEMENTS SUR LES CONDITIONS GENERALES D'ACCES A L'ENAM

Cycles	N° D'ordre	Sections	Scolarité	Conditions d'accès	Diplôme préparé	Lieu de formation
P	01	Administrateurs des lycées et collèges	24 mois	DEA, DESS Master II, ou justifier d'au moins 03 ans de travail après la Licence	Diplôme de l'ENAM	ENAM/Ouagadougou
A	01	Administrateurs civils/ Filière accessible aux Personnels des Collectivités territoriales	24 mois	Maîtrise ou Licence LMD	Diplôme de l'ENAM	ENAM/Ouagadougou
	02	Conseillers d'Administration Scolaire et Universitaire	24 mois	Licence	Diplôme de l'ENAM	ENAM/Ouagadougou
	03	Conseillers des Affaires Economiques	24 mois	Maîtrise ou Licence LMD en sciences économiques	Diplôme de l'ENAM	ENAM/Ouagadougou
	04	Conseillers des Affaires Culturelles	24 mois	Maîtrise ou Licence LMD toute option	Diplôme de l'ENAM	ENAM/Ouagadougou
	05	Conseillers d'Intendance Scolaire et Universitaire	24 mois	Licence	Diplôme de l'ENAM	ENAM/Ouagadougou
	06	Conseillers en gestion du patrimoine culturel	24 mois	Maîtrise ou Licence LMD toute option	Diplôme de l'ENAM	ENAM/Ouagadougou
	07	Greffiers en chef (Filière non accessible sur titre, sauf inscription par une institution)	24 mois	Maîtrise ou Licence LMD en droit	Diplôme de l'ENAM	ENAM/Ouagadougou
	08	Administrateurs des services touristiques et hôteliers	24 mois	Maîtrise ou Licence LMD toute option	Diplôme de l'ENAM	ENAM/Ouagadougou
	09	Conseillers en Gestion des Ressources Humaines et Management des Administrations	24 mois	Maîtrise ou Licence LMD en sciences économiques, en droit, sociologie ou psychologie du travail	Diplôme de l'ENAM	ENAM/Ouagadougou
	10	Inspecteurs du travail	24 mois	Maîtrise ou Licence LMD en droit, sociologie ou psychologie du travail	Diplôme de l'ENAM	ENAM/Ouagadougou
	11	Conseillers en Droits Humains	24 mois	Maîtrise ou Licence LMD en droit	Diplôme de l'ENAM	ENAM/Ouagadougou
	12	Conseillers en Emploi et en formation professionnelle	24 mois	Maîtrise ou Licence LMD	Diplôme de l'ENAM	ENAM/Ouagadougou
	13	Conseillers en documentation	24 mois	Maîtrise ou Licence LMD	Diplôme de l'ENAM	ENAM/Ouagadougou

	14	Conseillers en bibliothéconomie	24 mois	Maîtrise ou Licence LMD	Diplôme de l'ENAM	ENAM/Ouagadougou
	15	Conseillers en archivistique	24 mois	Maîtrise ou Licence LMD	Diplôme de l'ENAM	ENAM/Ouagadougou
	16	Magistrats (Filière non accessible sur titre, sauf inscription par une institution)	36 mois	Maîtrise ou Master en droit	Diplôme de l'ENAM	ENAM/Ouagadougou

Cycles	N° d'ordre	Sections	Scolarité	Conditions d'accès	Diplôme préparé	Lieu de formation
B	01	Attachés d'Administration Scolaire et Universitaire	21 mois	Baccalauréat de l'enseignement secondaire	Brevet de l'ENAM	IRA EST Fada N'Gourma
	02	Assistants des Affaires Culturelles	21 mois	Baccalauréat de l'enseignement secondaire	Brevet de l'ENAM	IRA DES HAUTS-BASSINS Bobo-Dioulasso
	03	Attachés en Droits Humains	21 mois	Baccalauréat de l'enseignement secondaire	Brevet de l'ENAM	IRA DES HAUTS-BASSINS Bobo-Dioulasso
	04	Attachés d'Intendance Scolaire et Universitaire	21 mois	Baccalauréat de l'enseignement secondaire	Brevet de l'ENAM	IRA EST Fada N'Gourma
	05	Secrétaires administratifs/ Filière accessible aux Personnels des Collectivités territoriales	21 mois	Baccalauréat de l'enseignement secondaire	Brevet de l'ENAM	IRA EST Fada N'Gourma
	06	Assistants des affaires économiques	21 mois	Baccalauréat de l'enseignement secondaire	Brevet de l'ENAM	IRA DES HAUTS-BASSINS Bobo-Dioulasso
	07	Assistants en Gestion des Ressources Humaines et Management des administrations	21 mois	Baccalauréat de l'enseignement secondaire	Brevet de l'ENAM	IRA DES HAUTS-BASSINS Bobo-Dioulasso
	08	Greffiers (Filière non accessible sur titre, sauf inscription par une institution)	21 mois	Baccalauréat de l'enseignement secondaire	Brevet de l'ENAM	ENAM/Ouagadougou
	09	Assistants en interprétation judiciaire (Filière non accessible sur titre, sauf inscription par une institution)	21 mois	Baccalauréat de l'enseignement secondaire	Brevet de l'ENAM	ENAM/Ouagadougou
	10	Assistants des Services Touristiques et Hôteliers	21 mois	Baccalauréat de l'enseignement secondaire	Brevet de l'ENAM	IRA DES HAUTS-BASSINS Bobo-Dioulasso
	11	Contrôleurs du travail	21 mois	Baccalauréat de l'enseignement secondaire	Brevet de l'ENAM	IRA DES HAUTS-BASSINS Bobo-Dioulasso
	12	Assistants de secrétariat	21 mois	Baccalauréat en secrétariat	Brevet de l'ENAM	IRA DES HAUTS-BASSINS Bobo-Dioulasso

13	Assistants en gestion du patrimoine culturel	21 mois	Baccalauréat de l'enseignement secondaire	Brevet de l'ENAM	IRA DES HAUTS-BASSINS Bobo-Dioulasso
14	Assistants en Emploi et en formation professionnelle	21 mois	Baccalauréat de l'enseignement secondaire	Brevet de l'ENAM	IRA EST Fada N'Gourma
15	Assistants en Archivistique	21 mois	Baccalauréat de l'enseignement secondaire	Brevet de l'ENAM	IRA DES HAUTS-BASSINS Bobo-Dioulasso
16	Assistants en bibliothéconomie	21 mois	Baccalauréat de l'enseignement secondaire	Brevet de l'ENAM	IRA DES HAUTS-BASSINS Bobo-Dioulasso
17	Assistants en documentation	21 mois	Baccalauréat de l'enseignement secondaire	Brevet de l'ENAM	IRA DES HAUTS-BASSINS Bobo-Dioulasso

Cycles	N° D'ordre	Sections	Scolarité	Conditions d'accès	Diplôme préparé	Lieu de formation
C	01	Adjoints administratifs/ Filière accessible aux Personnels des Collectivités territoriales	18 mois	BEPC (Brevet d'études du premier cycle)	Certificat de l'ENAM	IRA EST Fada N'Gourma
	02	Adjoints des Affaires Culturelles	18 mois	BEPC (Brevet d'études du premier cycle)	Certificat de l'ENAM	IRA DES HAUTS-BASSINS Bobo-Dioulasso
	03	Adjoints en gestion du patrimoine culturel	18 mois	BEPC (Brevet d'études du premier cycle)	Certificat de l'ENAM	IRA DES HAUTS-BASSINS Bobo-Dioulasso
	04	Adjoints des affaires économiques	18 mois	BEPC (Brevet d'études du premier cycle)	Certificat de l'ENAM	IRA DES HAUTS-BASSINS Bobo-Dioulasso
	05	adjoints en Gestion des Ressources Humaines et Management des administrations	18 mois	BEPC (Brevet d'études du premier cycle)	Certificat de l'ENAM	IRA DES HAUTS-BASSINS Bobo-Dioulasso
	06	Adjoints de Secrétariat	18 mois	BEPC (Brevet d'études du premier cycle)	Certificat de l'ENAM	IRA DES HAUTS-BASSINS Bobo-Dioulasso
	07	Secrétaires des Greffes et Parquets (Filière non accessible sur titre, sauf inscription par une institution)	18 mois	BEPC (Brevet d'études du premier cycle)	Certificat de l'ENAM	ENAM/Ouagadougou
	08	Adjoints des Services Touristiques et Hôtelières	18 mois	BEPC (Brevet d'études du premier cycle)	Certificat de l'ENAM	IRA DES HAUTS-BASSINS Bobo-Dioulasso
	09	Adjoints en documentation	18 mois	BEPC (Brevet d'études du premier cycle)	Certificat de l'ENAM	IRA DES HAUTS-BASSINS Bobo-Dioulasso
	10	Adjoints en bibliothéconomie	18 mois	BEPC (Brevet d'études du premier cycle)	Certificat de l'ENAM	IRA DES HAUTS-BASSINS Bobo-Dioulasso
	11	Adjoints en Archivistique	18 mois	BEPC (Brevet d'études du premier cycle)	Certificat de l'ENAM	IRA DES HAUTS-BASSINS Bobo-Dioulasso

Remarque :

- l'admission en magistrature (Magistrats, Greffiers en Chef, Greffiers et Secrétaires des greffes et parquets) est conditionnée par la présentation du dossier par le Gouvernement du pays dont le candidat est ressortissant. Le diplôme mentionné au niveau des conditions d'accès l'est à titre indicatif, il peut être avantageusement remplacé par un diplôme professionnel ;
- une tenue scolaire est en vigueur en application de l'arrêté n°2017-075/MFPTPS/SG/ENAM du 06 octobre 2017 portant institution du port obligatoire d'une tenue scolaire à l'Ecole nationale d'administration et de Magistrature pour compter de l'année scolaire 2019-2020.

Les frais de scolarité exigibles en intégralité au moment de l'inscription ou de la réinscription sont les suivants pour compter de la rentrée scolaire :

N° D'ORD.	CYCLE	ANNEE SCOLAIRE	ZONE U.E.M.O.A	ZONE HORS U.E.M.O.A
01	C	Première année	425 000	650 000
		Deuxième année	425 000	650 000
02	B	Première année	525 000	850 000
		Deuxième année	525 000	850 000
03	A	Première année	625 000	900 000
		Deuxième année	625 000	900 000
		Troisième année ¹	625 000	900 000
04	P	Première année	750 000	950 000
		Deuxième année	750 000	950 000

Pour tous renseignements complémentaires : appelez au 25 31 42 64/65



OUVERTURE DE POSTE

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est une organisation humanitaire, neutre, impartiale et indépendante ayant pour mission de protéger la vie et la dignité des victimes de conflits armés ou d'autres situations de violence, et de leur porter assistance. Nous travaillons en étroite collaboration avec les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et avec leur Fédération internationale afin d'assurer une réponse humanitaire concertée, rationnelle et rapide aux besoins des victimes des conflits armés ou de toute autre situation de violence interne. Nous dirigeons et coordonnons les activités internationales menées dans ces situations.

Le CICR recrute pour sa sous-délégation à Ouahigouya :

Un-e Chargé-e de Communication et de la Coopération avec le Mouvement de la Croix-Rouge basé-e à Ouahigouya

Profil requis :

- Formation universitaire en sciences sociales, communication, langues.
- 3 ans d'expérience minimum dans un poste/domaine similaire.
- Compétences rédactionnelles et capacités d'analyse.
- Connaissance des médias nationaux et internationaux.
- Expérience en tant que volontaire au sein de la Croix-Rouge, un atout
- Connaissance du Mouvement de la Croix-Rouge.
- Excellente maîtrise du français, bonne connaissance de l'anglais.
- Maîtrise du Mooré et bonne connaissance du fulfulde.
- Attitude positive, ouverture d'esprit, sensibilité à la diversité culturelle.
- Capacité de prendre des initiatives et remplir des responsabilités dans le cadre des tâches attribuées.
- Disponibilité, flexibilité pour diverses missions terrain.
- De préférence résident dans la Région du Nord.

Responsabilités générales

Le/la Chargé/e de Communication et de la Coopération avec le Mouvement de la Croix-Rouge :

- Contribue à définir des objectifs, des stratégies et des plans d'action de communication et, le cas échéant, de prévention pour la zone géographique ou le programme concerné(e), en conformité avec les priorités de la sous-structure et/ou la stratégie de communication/prévention de la délégation.

- Contribue à l'analyse de l'information/la veille stratégique pour la Sous-Délégation de Ouahigouya. Suit les questions d'actualité dans les domaines politique, militaire, humanitaire et de sécurité ainsi que d'autres questions pouvant avoir un impact sur la réputation/perception du CICR et sa capacité de mener des opérations dans la zone géographique couverte, et contribue à leur analyse.

- Sous supervision minimum, met en œuvre des activités pertinentes en termes de communication opérationnelle, et de diffusion du droit international humanitaire (DIH).

- Soutient le renforcement des capacités de communication des comités provinciaux de la Croix-Rouge Burkinabè (CRBF) dans la zone géographique couverte.

- Elabore des produits en soutien à la communication publique et digitale de la délégation.

- Aide le/la chef-fe de la sous-structure et/ou le/la responsable communication ou communication/prévention à établir un réseau avec des acteurs d'influence pertinents et représente le CICR auprès de divers publics.

- Interprète et traduit des propos depuis et vers la langue locale en appui aux programmes de communication, si nécessaire.

- A travers des visites mensuelles sur le terrain, assure la mise en œuvre et le suivi des activités de la CRBF soutenues par le CICR.

- Soutient la mise en place, la formation et la planification d'un réseau de volontaires « diffuseurs » au niveau des comités provinciaux de la CRBF de la zone géographique couverte.

Le dossier de candidature devra comprendre (1 CV actualisé, 1 lettre de motivation mentionnant la prétention salariale, copies des diplômes et des certificats de travail). Le dossier est à envoyer exclusivement par email à l'adresse suivante : oug_recruitment_services@icrc.org à l'attention de la Manager RH au plus tard le **15 juillet 2024**, avec en objet la référence **COM/COOP_OUH 2024**.

Les candidatures féminines sont fortement encouragées. **Veillez prendre note qu'aucun frais ne sera demandé, à quelque étape que ce soit du processus de recrutement.**

Code de conduite pour les collaborateurs et collaboratrices du CICR | Comité international de la Croix-Rouge (icrc.org)
www.icrc.org/fr/document/code-de-conduite-collaborateurs-et-collaboratrices-cicr



mis en œuvre par **giz**

AVIS D'APPEL A PROPOSITION N° 83468482

Sélection de cabinet pour l'évaluation de capacités managériales des organisations (à but lucratifs ou non) dans les pays partenaires dans le cadre des partenariats de développement du secteur privé du projet MOVE & Agri-Business Facility for Africa (ABF)

La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), est une entreprise de coopération internationale pour le développement durable opérant sur tous les continents. Elle propose des solutions d'avenir pour le développement politique, économique, écologique et social dans un monde globalisé. Dans des conditions parfois difficiles, la GIZ soutient des processus complexes de changement et de réforme. Son objectif principal est d'améliorer durablement les conditions de vie des populations dans les pays d'intervention.

Des experts provenant de différents pays ACP seront amenés à évaluer, lors d'un atelier du comité d'experts au Bénin, les notes conceptuelles qui méritent le plus d'être soutenues. Le résultat de cette évaluation est la présélection d'environ 50 entreprises issues d'environ 30 pays de la CEDEAO et de ACP. Conformément aux exigences des procédures de la GIZ, le présent appel à proposition a

été élaboré afin d'établir le cadre pour le recrutement d'un bureau d'études qui donnera un avis externe sur la capacité managériale de 50 partenaires ciblés. En effet, nous avons besoin d'une évaluation des capacités de gestion et des capacités juridiques des partenaires susceptibles d'être financés par le projet ABF.

Ce bureau d'études sera également utilisé pour former et soutenir nos partenaires qui ont reçu un financement dans divers pays ACP.

Le présent avis d'appel est lancé pour recruter un bureau d'études à cet effet.

La participation à la concurrence est ouverte à égalité de conditions à toutes les structures remplissant les conditions énumérées dans le Dossier d'Appel d'Offres. Les prestataires intéressés peuvent obtenir le dossier d'Appel d'Offres en envoyant une demande à l'adresse BF_Inquiry@giz.de avec en objet « **Dossier N°83468482_ Sélection de cabinet pour l'évaluation de capacités managériales des organisations** »

Les offres rédigées en langue française doivent être envoyées en version PDF à l'adresse BF_Quotation@giz.de avec en objet « **Dossier N°83468482_ Sélection de cabinet pour l'évaluation de capacités managériales des organisations** »

Les offres rédigées en langue française doivent être envoyées en version PDF à l'adresse BF_Quotation@giz.de avec en objet « **Dossier N°83468482_ Sélection de cabinet pour l'évaluation de capacités managériales des organisations** »

REMERCIEMENTS

« ... Car Dieu n'est pas injuste pour oublier votre travail et l'amour que vous avez montré pour son nom ayant rendu et rendant encore des services aux saints... »
Hébreux 6 :10

Les Grandes Familles SAWADOGO, OUEDRAOGO et BAMOGO à Konéan, Kaya, Ouagadougou, Côte-d'Ivoire, Sénégal, France, USA et Canada,

Les Grandes Familles TASSEMBEDO, TIENDREBEOGO, OUEDRAOGO et NANA à Ouagadougou, Kassiri, Kaya, Dakar et en France,

Les Familles Alliées OUEDRAOGO, YAMEOGO, DELMA, TASSEMBEDO, KALKOUMDO, SORE, TIENDREBEOGO, KIENTYETA, KOLOGO et COMPAORE,

-Papa Antoine SAWADOGO à Kaya et Famille,
 -La veuve Noëlie SAWADOGO et enfants Nephtali et Ezéchiel,

-Maman Esther BAMOGO à Kaya et Famille,
 -Maman Deborah à Boulsa et Famille,

-Son Eminence Cardinal Philippe OUEDRAOGO à Ouagadougou,

-Docteur Michel OUEDRAOGO, Ancien Président du Conseil Général des Assemblées de DIEU du Burkina et son épouse Lydie à Ouagadougou ;

-Docteur Enoch YAMEOGO, Trésorier Général du Conseil Général des Assemblées de Dieu du Burkina et son épouse Ruth ;

-Monsieur Étienne SAWADOGO, Président National du Mouvement des Hommes de l'Église du Burkina (MHEB) et son épouse Rosine ;

-Monsieur Jérémie SAWADOGO à Washington et son



épouse Alisha,
 -Pasteur Jean Marie BADIÉL, Pasteur principal de l'église AD de Gounghin

-Pasteur Théodore SAWADOGO, Président du Conseil Régional des Assemblées de Dieu de Kaya,

-Pasteur Abel OUEDRAOGO, ancien missionnaire à Dakar et son épouse Korotimi,

-Pasteur Salomon SAWADOGO et enfants en Côte-d'Ivoire,

-Les membres du Conseil National et des Conseils Régionaux,

-Monsieur Emmanuel KALKOUMDO, Directeur du Collège Protestant à Ouagadougou et son épouse Elisabeth,

-Monsieur OUEDRAOGO Salomon à Ouagadougou,
 -Monsieur Marcel Valéry SAWADOGO, Technicien d'imprimerie à l'Université Joseph KI ZERBO et son épouse Nathalie,

-Monsieur Denis OUEDRAOGO et son épouse Salamata à Ouagadougou,

-Docteur Mahamoudou COMPAORE et son épouse à Ouagadougou,

-Docteur Joseph KAFANDO et son épouse à Ouagadougou,

Les Frères, soeurs, cousins, amis et collègues Réitèrent du fond du coeur nos sincères remerciements et profondes grâces à tous ceux qui de près ou de loin nous ont assistés et soutenus sur tous les plans :

moral, spirituel, financier lors de la maladie et du rappel à Dieu le 11 juin 2022, suivis de l'inhumation le samedi 18 juin 2022 de leur frère, cousin, père époux,

SAWADOGO Timothée,

Directeur de la Société Tim Management Consulting, Consultant et Formateur.

Nos remerciements vont surtout à l'endroit du Président du Conseil Général des Assemblées de Dieu et son bureau, les membres du Conseil national et régional, les autorités politiques, administratives, militaires et religieuses.

Les responsables des régions ecclésiastiques des Assemblées de Dieu du Burkina Faso, militaires et paramilitaires, ...

Nous nous excusons de ne pouvoir citer de façon exhaustive tous ceux ou celles qui nous ont soutenus d'une manière ou d'une autre.

Puisse le Dieu de grâce et de bonté vous combler de ses richesses.

Fonds international de développement agricole

Le Bureau pays au Burkina Faso inauguré

Le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération régionale et des Burkinabè de l'extérieur, Karamoko Jean-Marie Traoré et les responsables du Fonds international de développement agricole (FIDA) ont inauguré, le Bureau pays du Fonds au Burkina Faso, mardi 2 juillet 2024, à Ouagadougou, dans le quartier Ouaga 2000.



Le ministre en charge des affaires étrangères, Karamoko Jean Marie Traoré et le vice-président adjoint du FIDA en charge du département des services institutionnels, Guoqi Wu (droite), ont officiellement ouvert les portes du Bureau pays du FIDA au Burkina Faso.



Les autorités gouvernementales et les responsables du FIDA ont visité les locaux du joyau.

Présent au Burkina Faso depuis 1981, le Fonds international de développement agricole (FIDA) y est désormais implanté définitivement avec son nouveau Bureau pays au profit des populations rurales. L'infrastructure, flamboyant neuf, à niveau comportant plusieurs locaux, a été officiellement inaugurée par le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération régionale et des Burkinabè de l'extérieur, Karamoko Jean-Marie Traoré et les premiers responsables du FIDA, mardi 2 juillet 2024, à Ouagadougou, dans le quartier Ouaga 2000. Le ministre Traoré a d'emblée loué les efforts du FIDA en matière d'amélioration de la fertilité des sols, des rendements agricoles et des conditions de vie des paysans avant de traduire la disponibilité du Burkina Faso à l'accompagner. Selon les dirigeants du Fonds, son implantation au *pays des Hommes intègres* va améliorer davantage les conditions de vie des bénéficiaires tout en œuvrant à un développement agricole durable et résilient en collaboration avec l'Etat, ses

partenaires et le secteur agricole, en général. « Ce jour restera gravé dans l'histoire du FIDA, puisqu'à compter de ce 2 juillet 2024, le FIDA dispose désormais d'un Bureau pays au Burkina Faso, une représentation physique de sa présence au *pays des Hommes intègres* qui date de 43 ans », a indiqué la représentante et directrice pays du FIDA, Ann Turinayo. Le FIDA, a-t-elle ajouté, est reconnaissant à l'Etat burkinabè pour son engagement « ferme » en faveur de la transformation rurale, en particulier, la mise en œuvre de programmes permettant aux petits producteurs de gagner plus d'argent, de mieux se nourrir et d'accéder aux intrants. Depuis son existence au Burkina Faso, le Fonds, a expliqué Ann Turinayo, a participé au financement de 17 programmes et projets de développement rural pour un investissement total de 832,35 millions de dollars US, dont près de 394 millions de dollars US du FIDA. Pour le directeur régional du FIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Bernard Hien, le drapeau élevé des Nations unies, pour la première fois dans

l'enceinte du nouveau Bureau pays est un geste qui consacre la célébration d'une nouvelle étape, une nouvelle ère de partenariats stratégiques et d'initiatives transformatrices.

Renforcer la résilience des populations vulnérables

Il a déclaré que le FIDA a convenu avec le gouvernement du cadre de coopération actuel pour 2019-2024 en vue de renforcer la résilience des populations vulnérables face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et au changement climatique. Ce cadre de coopération, à ses dires, va améliorer la performance des principales filières agricoles qui créent des emplois et de la richesse pour les populations locales. « L'impact recherché est l'amélioration des conditions de vie de 320 000 ménages ruraux ou 1 million de personnes, qui devrait bénéficier de mobilité économique ascendante, dont au moins 50% de femmes et 30% de jeunes, dans cinq

régions du Burkina Faso », a laissé entendre Bernard Hien. Au cours des trois dernières années, a-t-il noté, le FIDA a enregistré des réalisations satisfaisantes, en attestent, selon lui, l'aménagement de 7 000 hectares (ha) de bas-fonds rizières sur une cible de 10 000 ha, soit un taux de réalisation de 70%. « Les aménagements ont aussi inclus les périmètres maraîchers sur 600 ha contre une cible de 2 000 ha soit 30% de réalisation... En appui aux filières agricoles, plus de 1 500 organisations de petits exploitants agricoles ont été mises en place avec un niveau de réalisation de 60% et 70% des bénéficiaires ciblés ont eu accès à des services financiers formels », a affirmé M. Hien. Il s'est aussi

réjoui de la construction de 232 infrastructures de stockage ou de transformation des produits et de 80 kilomètres de pistes rurales, de la création de 8 000 micro-entreprises rurales sur une cible de 11 000, soit un taux d'exécution de 72%. Quant au vice-président adjoint du FIDA en charge du département des services institutionnels, Guoqi Wu, il a soutenu que le Bureau pays au Burkina Faso du FIDA va résorber l'insécurité alimentaire que vivent des Personnes déplacées internes (PDI). Il a assuré que les investissements du FIDA vont mettre l'accent sur les capacités productives des populations rurales, l'amélioration de leurs bénéfices liés à leur participation aux marchés, entre autres. « Actuellement, quatre projets d'investissements sont en cours au Burkina Faso pour un montant de près de 351 millions USD », a annoncé Guoqi Wu. Depuis 1978, le FIDA a octroyé plus de 24 milliards de dollars US dans les pays en développement sous forme de dons et de prêts à faible taux d'intérêt.

➤ Boukary BONKOUNGOU



Le nouveau Bureau pays du FIDA au Burkina Faso va permettre au Fonds de se rapprocher davantage des populations rurales.

Développement durable au Burkina Faso

Endeavour Mining Burkina présente son rapport de 2023

La société minière Endeavour Mining Burkina a présenté son rapport 2023 sur le développement durable, le lundi 1er juillet 2024, à Ouagadougou.



Le secrétaire général du ministère en charge des mines, Doulaye Sanou, a reçu des mains du directeur-pays chargé des affaires publiques de Endeavour Mining, Souleymane Boly (droite), le rapport 2023 sur le développement durable de l'entreprise minière, au Burkina Faso.



Les participants ont été témoins de la présentation du rapport de Endeavour Mining.

La société Endeavour Mining Burkina a présenté son rapport sur le développement durable 2023, en cohérence avec la charte révisée de la Transition sur les Objectifs de développement durable (ODD). L'évènement a mobilisé des personnalités dont le secrétaire général du ministre de l'Energie, des Mines et des Carrières, Doulaye Sanou, représentant le ministre, l'ambassadrice du Canada au Burkina Faso, Lee Anne Hermann, le gouverneur de la région de la Boucle du Mouhoun, Babo Pierre Bassinga et le Président de la délégation spéciale (PDS) de la commune de Ouagadougou, Maurice Konaté. Au regard des statistiques annoncées, Endeavour Mining dispose de plusieurs mines d'exploitation au Burkina Faso qui participent activement au développement durable dans leurs zones d'intervention. La contribution du secteur minier dans le développement socio-économique du pays des Hommes intègres n'est plus à démontrer. En effet, le

Burkina Faso est classé deuxième producteur d'or dans la sous-région de l'Union économique et monétaire Ouest Africaine (UEMOA), d'après le rapport de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Le Burkina Faso est passé de 5,6 tonnes (t) d'or en 2008 à 66,5 t en 2022. Grâce au secteur extractif et à la production de la dizaine de mines en activité, Endeavour Mining a contribué au Produit intérieur brut (PIB) à 14,34%, générant plus de 383,5 milliards FCFA de recettes, soit 19,25% des recettes globales de l'Etat. Ainsi, les recettes des exportations constituent 79,02% selon le rapport 2021 de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). Le secrétaire général du ministère en charge des mines, a félicité la société minière pour les efforts fournis « perpétuellement », dans la présentation de son rapport d'activités, en droite ligne avec les objectifs de développement durable assignés par la charte de la Transition. « La

production minière a eu sans doute des impacts néfastes, mais l'important a été d'avoir un contrôle et un regard attentif sur ce point. Une entreprise responsable est une entreprise qui valorise, intègre et s'adapte à un ou plusieurs des 17 objectifs de développement durable inscrits dans l'agenda 2030 des Nations Unis », a-t-il soutenu.

Sensibiliser aux questions environnementales

Le directeur-pays chargé des affaires publiques, Souleymane Boly, a indiqué que Endeavour Mining Burkina Faso a prévu une semaine consacrée à la mise en valeur et à la sensibilisation aux questions environnementales, sociales et de gouvernance dans les sites extractifs de Houndé et de Manga. S'appuyant sur le document, M. Boly a expliqué que les activités menées en 2023 sont satisfaisantes aussi bien pour le Groupe Endeavour Mining, que le Burkina Faso, spécifiquement. Ce rapport,

a-t-il poursuivi, fait surtout ressortir les faits marquants afin de permettre aux parties prenantes de mieux comprendre les actions entreprises et de faire des recommandations. Le gouverneur de la région de la Boucle du Mouhoun, a exprimé sa satisfaction au gouvernement et au Groupe Endeavour Mining, d'être un témoin de la présentation de ce rapport mettant en lumière les différentes initiatives et efforts fournis dans sa région. « Les zones dans lesquelles Endeavour Mining opère abritent des déplacés internes. Fort de ce constat,



Le gouverneur de la région de la Boucle du Mouhoun, Babo Pierre Bassinga : « Endeavour Mining accompagne le gouvernement dans l'implémentation du droit au travail, à l'éducation et à la santé surtout des déplacés internes ».

elle accompagne les autorités du pays, dans l'implémentation d'un certain nombre de droit civile et socio-économique, notamment le droit au travail, à l'éducation et à la santé », a-t-il ajouté. Le PDS de la commune de Ouagadougou, a affirmé que son ressort territorial connaît des transformations remarquables, renforçant son rôle de moteur de développement national. Pour lui, le développement repose sur l'urbanisation durable, l'inclusion sociale, la valorisation du patrimoine, la coopération et la transparence pour tous qui sont des atouts majeurs pour l'identité nationale et l'attractivité de Ouagadougou. Au sortir de la rencontre, les autorités ont réitéré leurs soutiens à Endeavour Mining, pour sa contribution à la responsabilité sociale des entreprises du Burkina Faso.

Boukary BONKOUNKOU
Karl Romann Joseph YAMEOGO
(Stagiaire)



Le PDS de la commune de Ouagadougou, Maurice Konaté, a indiqué que son ressort territorial connaît des transformations remarquables, renforçant son rôle de moteur de développement national.

Lutte contre les détournements d'intrants agricoles

Cinq présumés coupables dans les filets de la police

Depuis le 17 juin 2024, la Direction régionale de l'Agriculture, des Ressources animales et halieutiques de la Boucle du Mouhoun a constaté un écart entre la situation physique et le paiement et enlèvement des engrais dans le magasin d'un distributeur à Toma, province du Nayala. Face à cette situation, la Direction régionale en charge de l'agriculture et le distributeur concerné ont procédé à la vérification du stock. De cette expertise, il ressort des cas de soustractions frauduleuse d'engrais d'environ 12, 2 tonnes.

À la suite de ce constat, les deux parties saisissent les autorités de police aux fins d'ouvrir une enquête pour identifier et appréhender les présumés coupables et leurs éventuels complices. A ce jour, l'enquête de police a permis d'identifier et d'appréhender cinq présumés coupables composés des employés du distributeur et leurs complices. Une bonne quantité d'engrais encore disponible entre les mains des mis en cause a aussi été saisie et les opérations se poursuivent. Le ministre de l'Agriculture, des Ressources animales et halieutiques, le commandant Ismaël Sombié, a annoncé depuis quelques mois, la campagne zéro tolérance contre toutes les formes de malversations liées aux intrants agricoles dans son département. En mars dernier, une dénonciation du ministère, avait permis le démantèlement d'un réseau de détournement d'engrais par les Services



Ph: DCRP/MARAH

Plusieurs sacs d'engrais ont été détournés.

régionales de Police judiciaire de Fada N'Gourma, dans la région de l'Est. En rappel, l'année 2024 a été annoncée année de traque de la corruption et de toutes les formes de malversations dans l'Administration publique par le Président du Faso, son excellence, le capitaine Ibrahim Traoré.

DCRP/MARAH

Huiles lubrifiantes

La BMCRF met fin aux activités illicites d'un trafiquant

La Brigade mobile de contrôle économique et de la répression des fraudes (BMCRF) a mis la main sur un important lot d'huiles lubrifiantes issues de la fraude, lundi 1^{er} juillet 2024, à Ouagadougou.

Le contrevenant qui exerçait illégalement dans la distribution d'huiles lubrifiantes a été démasqué à la suite d'investigations menées par les contrôleurs. Cet individu menait ses activités sans titre au mépris de la réglementation en vigueur mettant ainsi en danger la sécurité des consommateurs et l'intégrité du marché. L'exercice de l'activité de distribution des produits pétroliers et dérivés est conditionné par la détention d'un agrément. Au total, 721 bidons de 20 litres ont été saisis par les contrôleurs. Les investigations se poursuivent pour démanteler le réseau de fraude et assurer la protection des consommateurs. Le coordonnateur général de la BMCRF, M. Olivier Kiema, appelle à la vigilance et au soutien des efforts consentis par les autorités pour lutter contre la fraude économique. Le chef de département des investigations, du contrôle, de la lutte contre la fraude et la contrefaçon rappelle l'importance du



Ph: SCRP/BMCRF

721 bidons de 20 litres ont été saisis par les contrôleurs.

respect des réglementations en vigueur et encourage la population à signaler toute activité illicite aux numéros verts ci-dessous :

80 00 11 84

80 00 11 85

80 00 11 86

BMCRF, la garantie d'une concurrence saine et loyale

SCRP/BMCRF

Burkina business club

La relance des activités magnifiée

Burkina business club (BBC), qui signifie en français, Club d'affaires burkinabè, a organisé un cocktail, à l'occasion de la reprise de ses activités, jeudi 27 juin 2024, à Ouagadougou.



Ph: Le Pays

De nouveaux membres du Club ont été officiellement accueillis avec honneur.

Burkina business club (BBC), anciennement dénommé « Club des Hommes d'affaires franco-burkinabè (CHAFB) », magnifie la reprise de ses activités après son changement de dénomination. En effet, il a organisé un cocktail, jeudi 27 juin 2024, à Ouagadougou, pour permettre aux membres d'échanger et renforcer leurs liens dans un cadre convivial. Le président de BBC, Dr Ernest Toé, a indiqué que ce « lunch » est la première depuis que le Club a changé de nom pour se conformer au contexte actuel du Burkina Faso. « Ce cocktail va permettre de déployer un nouveau plan d'actions qui sera soumis à nos membres à la rentrée prochaine mais aussi de présenter nos trois nouveaux membres », a souligné Dr Toé. Le président du Club a, par ailleurs, confié que sa structure a pour mission de promouvoir les affaires au profit de ses adhérents, de développer l'esprit d'entrepreneuriat et de soutenir leurs activités en réseautage grâce aux dîners organisés régulièrement. Dr Toé a assuré que les défis sécuritaire et économique ne vont pas constituer une entrave aux différentes initiatives du Club. « Chacun ici présent a pris le risque d'ouvrir une activité malgré la situation. Un homme

d'affaires doit savoir créer des opportunités face au risque avec les conséquences qui peuvent en découler », a-t-il relevé. Les nouveaux « défenseurs » de BBC ont confié que c'est une immense joie pour eux d'être acceptés dans le club. En outre, ils ont affirmé que c'est une opportunité pour eux d'apprendre et de partager de nouvelles expériences pour le rayonnement de leurs activités. BBC est né depuis 2023 et compte plus de 150 membres exerçant dans divers domaines d'activités au Burkina Faso.

✍️ Boukary BONKOUNGOU
Cédric BOLOUVI
(Stagiaire)



Ph: Le Pays

Le président de Burkina business club, Dr Ernest Toé : « le défi ne nous effraie pas car un homme d'affaires est celui qui crée des opportunités malgré les difficultés ».

Ferme agro-écologique polyvalente de Moundasso

Déplacés internes et population hôte vivent en famille

Aménagée en 2023 par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), à travers le Programme d'amélioration des moyens d'existence durable en milieu rural (PAMED), sur une superficie de deux hectares, la ferme agro-écologique polyvalente de Moundasso (Dédougou) est répartie en 132 parcelles. Elle dispose d'un forage et des équipements, faisant la fierté de 103 exploitants dont 29 personnes déplacées internes (PDI) et 74 personnes issues de la population hôte. Formés en techniques culturales durables, en fabrication de biofertilisants, biopesticides, les occupants des lieux tirent leur épingle du jeu.



La ferme agro-écologique polyvalente de Moundasso à Dédougou...



... permet à des PDI et aux populations hôtes de vivre ensemble tous les jours.

J eudi 27 juin 2024, il est 9h30 à la Ferme agro-écologique polyvalente (FAEP) située dans le quartier Moundasso de Dédougou. Le lieu grouille du monde. Personnes déplacées internes (PDI), populations hôtes, et des femmes venues pour acheter des légumes se côtoient. Jérôme Nana, élève déplacé interne vient de finir d'arroser son jardin de 6 planches (rangées). Contraint de quitter Ziga, son village natal dans la commune de Sanaba, en octobre 2023 face à la menace terroriste, il se retrouve à Dédougou. Dans le chef-lieu de la région de la Boucle du Mouhoun, deux défis se présentent à lui : se nourrir, mais aussi poursuivre ses études qui lui tiennent à cœur. Mais où trouver les moyens nécessaires à sa scolarité ? Il se retourne vers la ferme, par le biais des services de

l'action humanitaire de la commune, il obtient une portion de terre pour exploiter. Par ailleurs, il s'inscrit en classe de 2nde dans le lycée de Douroula délocalisé à Dédougou. Très tôt le matin, avant de rejoindre les salles de classe, il vient arroser son jardin. Le soir, avant de retrouver ses cahiers pour ses révisions, il doit voir sa « propriété ». A la date du jour, il a déjà totalisé six récoltes, notamment des

feuilles d'oseilles et de haricot, production à un cycle court qui permet au petit Jérôme d'avoir fréquemment de l'argent. « Ici, je ne manque pas d'argent de poche. Je suis parvenu à payer ma scolarité moi-même », dit-il. Il vient de valider son année avec une moyenne de 11/20. A la rentrée prochaine, il compte faire la classe de 1^{re}, toujours grâce aux ressources de la FAEP. Le travail dans la ferme a révélé à Jérôme



Sur le site, on trouve des légumes frais et transformés.

une vocation. Celle de faire des études sur l'agriculture, après l'obtention de son baccalauréat. « Avant de commencer la production, nous avons été formés en production de compost, de biopesticides à base de feuilles d'arbres. Je maîtrise actuellement toutes les bonnes pratiques culturales. En pépinière, j'ai acquis des connaissances », laisse-t-il entendre. Tout comme lui, Salamata Dabiré s'est retrouvée à Dédougou avec son mari et ses quatre enfants en juin 2023. « J'ai quitté

Oualo, mon village (commune de Tchériba) avec les larmes aux yeux. On a tout abandonné là-bas », se souvient-elle. Une fois à Dédougou, il fallait trouver un logement. Ce problème résolu, place à la quête de la pitance quotidienne. « J'ai entendu parler de la ferme. Quand je suis venue, on m'a donné une superficie sur laquelle je produis moi-même mes légumes pour la cuisine. Une partie de mon rendement est commercialisée sur le marché. Cet argent permet de satisfaire les besoins de



Jérôme Nana, élève déplacé interne est dans la phase de récolte de ses feuilles de haricot.

ma famille », confie-t-elle avec le visage illuminé de joie.

La ferme agro-écologique polyvalente de Moundasso est également exploitée par les populations hôtes de Dédougou. Des femmes et des hommes, membres de coopératives agricoles et d'élevage, des représentants de propriétaires terriens y tirent leurs moyens de subsistance. Parmi ceux-là, Koudougou Illy s'illustre dans les pratiques culturelles apprises. La production des oignons, des aubergines, du gombo, des feuilles d'oseilles n'a plus de secret pour elle. « Avant la création de cette ferme, nous étions oisives pendant la saison sèche. Il fallait vendre une partie de nos récoltes de l'hivernage pour les petits besoins. Maintenant, je m'en sors autrement », révèle-t-elle. La vie en symbiose avec les PDI procure de la joie à Mme Illy.

Une ferme au bénéfice des populations hôtes

Même si son vœu le plus cher est que la paix revienne pour que ces personnes retrouvent leurs villages d'origine. « Avec ce que nous avons appris, même si les personnes déplacées repartent, elles pourront toutes s'en sortir si la volonté y est », indique-t-elle.

Et à Thérèse Zoubga d'appuyer : « Nous sommes devenus ici les membres d'une même famille. On ne sait pas qui est déplacé et qui est population hôte. Nous menons une vie paisible ici à tel point que tous les matins, chacun est pressé de rejoindre la ferme », confie-t-elle. Elle ajoute que certains occupants du site ont cédé volontairement leurs superficies à des PDI pour qu'elles puissent travailler et se nourrir. « Nous nous donnons des idées pour



Koudougou Illy, ressortissante de Dédougou est fière d'exploiter ce site.

avancer. Dans le souci de renforcer la coexistence pacifique, nous organisons souvent des repas communautaires », souligne Mme Zoubga. Elle qui n'avait pas d'occupation avant d'intégrer le site est, aujourd'hui, championne dans la production de tomate, d'oignon et autres légumes. Elle est fière de sa prouesse, car auparavant, elle n'a jamais eu l'occasion de pratiquer le jardinage. Bien formée, elle est prête à transmettre ses connaissances à d'autres personnes.

Uniquement des intrants organiques

La production dans la ferme agro-écologique se fait uniquement à base d'intrants organiques. Il est interdit d'utiliser des produits chimiques. Le compost, les biofertilisants et biopesticides, tout est fabriqué sur place par des hommes et femmes formés à cet effet. Sikapinda Zongo du Mouvement Paysan sans

frontières, partenaire de mise en œuvre du PAMED, veille au respect des principes. « Nous avons formé et sensibilisé les occupants de la ferme, sur l'importance de l'agro-écologie. Au départ, il y avait des résistances, mais aujourd'hui, tout le monde a compris la nécessité de produire sans produits chimiques », a-t-il rappelé.

Pour Issaka Ouédraogo, chef du département environnement et énergie au PNUD Burkina, le choix de l'agro-écologie se justifie par la volonté de son organisation de s'orienter vers la production durable qui est importante pour la santé des sols. « La terre reste la ressource première au niveau de la production au Burkina. Nous devons préserver cette ressource naturelle à travers des techniques de production adaptées pour satisfaire nos besoins présents, mais œuvrer à ce que les générations futures puissent continuer à exploiter ces surfaces qui ne sont pas extensibles », souligne-t-il. La satisfaction est grande au niveau du



Issaka Ouédraogo souhaite que les occupants puissent en faire du site, leur propre joyau.



Adama SEDGO

La fabrication du compost et biopesticide se fait sur place.

PNUD de constater ce qui se fait sur les lieux. « La ferme agro-écologique de Moundasso occupe une petite surface, mais les résultats sont probants », se réjouit M. Ouédraogo.

Il a annoncé la réalisation de bassins piscicoles en vue d'avoir un système intégré de production agro-sylvopastorale qui puisse permettre à la population d'être plus résiliente face aux changements climatiques et à l'insécurité. Son souhait est que les bénéficiaires de ces différentes réalisations puissent prendre le relais et en faire leur propre joyau. « Comme dans tout projet, nous allons nous retirer à un moment donné », rappelle-t-il.

Au sein des autorités régionales, c'est une fierté de voir les résultats engrangés par le PAMED à travers la réalisation de cette ferme. La secrétaire générale de la région, Adjara Kientéga salue l'organisation des groupements, toute chose qui permet de renforcer le vivre-ensemble dans le site.

« Nous sommes satisfaits de ce joyau. D'où nos remerciements au PNUD et à tous les acteurs de mise en œuvre », reconnaît-elle, tout en appelant les bénéficiaires à mieux s'organiser pour prendre en charge les questions de sécurisation du site et à le pérenniser pour faire la fierté des investisseurs. A l'image de celle de Moundasso, cinq autres FAEP communautaires ont été aménagées par le PAMED dans d'autres communes de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Ouest. Plus de 1300 petits producteurs, composés de 60% de femmes, 20% de PDI, y disposent directement des périmètres d'exploitation. Et ce, après des renforcements de capacités sur les techniques et modes de production durables. Certains parmi eux ont répliqué le modèle des FAEP sur leurs propres sites, à l'image de la coopérative « Balonafa » à Sagala, dans la commune de Dédougou.

Adama SEDGO



Adama SEDGO

La secrétaire générale de la région, Adjara Kientéga est satisfaite des réalisations.

Horoscope



Bélier (21 mars - 20 avril)

Vous privilégiez la famille, le foyer, le patrimoine. Un bon livre ou un DVD au coin du feu vous satisfait pleinement. De plus, vous avez envie de communiquer et l'on vous écoute.



Taureau (21 avril - 20 mai)

Voici venu le moment de mettre en valeur votre capacité à communiquer et d'en tirer profit. Les échanges peuvent être très fructueux, surtout si vous êtes dans le commerce.



Gémeaux (21 mai - 21 juin)

Voilà venu le moment de récolter ce que vous avez semé ces derniers mois. N'hésitez pas à mettre en avant vos dons ou vos qualités, même si vous n'êtes pas de très bonne humeur aujourd'hui.



Cancer (21 juin - 23 juillet)

C'est le moment de vous mettre en valeur. Mais ne dévoilez pas tout de suite ce qui n'est pas encore d'actualité. Suivez votre intuition et attendez le bon moment...



Lion (24 juillet - 23 août)

En ce moment, votre vie intérieure devient très importante. Mais vous avez tendance à vous replier sur vous-même. Pensez un peu à vos amis!



Vierge (24 août - 23 sept)

Vos amis vous sollicitent et les projets ne manquent pas, mais aujourd'hui vos pensées sont principalement dirigées vers vos objectifs sociaux.



Balance (23 sept - 23 oct)

La réussite sociale est au centre de vos préoccupations et vous n'avez de cesse d'entreprendre. L'étranger est source d'inspiration... et de conquêtes!



Scorpion (23 oct - 22 nov)

Depuis quelques jours, vous avez envie d'entreprendre, d'élargir votre horizon professionnel. D'autant que les questions d'argent sont à l'ordre du jour, donc ouvrez l'oeil!



Sagittaire (22 nov - 21 déc)

C'est une possible crise de couple, mais elle vous permet de prendre conscience de ce qui n'allait pas entre vous et d'aller plus loin...



Capricorne (22 déc - 20 janv)

Bien que votre partenaire ou vos collaborateurs soient au centre de vos préoccupations, le travail vous prend la tête. Un peu de repos vous ferait du bien!



Verseau (21 jan - 19 février)

C'est une période où vous privilégiez avant tout votre vie professionnelle, où votre créativité semble s'exprimer de façon très positive.



Poisson (20 févr - 20 mars)

C'est une période où les plaisirs, les loisirs et les jeux prennent beaucoup d'importance. Il faut dire que les membres de la famille y participent grandement!

Sourire du jour



Les numéros utiles

Ouagadougou

Gendarmerie N° vert	----80.00.11.45
	25 30.62.71
Pompiers	-----18
	25.30.69.48
Police (secours)	-----17
	25 30.63.83
	25 30.71.00
	25.30.69 47
Hôpital :	
(Ambulance) :	-----25.30.66.43
	25 30 66 44
	25 30 66 45
ONEA :	-----80 00.11.11
	25 34.34.60
	70 22 22 76
	70 22 22 77
SONABEL :	-----25 30.61.00
	25 30 61 02
	25 30 61 03
Aéroport	-----25 30.65.15
Air - Burkina	-25 49.23.23/42/45 /46
Air - France	---- 25 49.15.15
SITARAIL :	-----25 31.07.39
	25 30.72.16

Bobo-Dioulasso

Pompiers	-----18
Hôpital : (Ambulance)	20 98.00.79
	20 98.13.25
	20 98.22.43
Police (secours)	-----20 98.12.23
CNVA	-----10/10
Gendarmerie	-----20 98.20.04
	20 98.00.58



QUOTIDIEN NATIONAL

Fondé le 5 avril 1984
ISSN 0796--501X
01 BP : 507 Ouagadougou 01
Burkina Faso
Tél : 5327 BF AIB
Tél : (226) 25 30 63 06/07
Fax : (226) 50 31 03 62
Site web : www.sidwaya.bf

Directeur de Publication
Directrice Générale des Editions Sidwaya
Mme Assétou BADOH

Directeur des Rédactions
Jean Marie TOE
(226) 25 31 22 89
Portable : (226) 72 13 53 59
jmt16@gmail.com

Rédacteur en chef
Abdel Aziz NABALOU
(226) 25 50 86 34
Portable : (226) 70 56 47 94
emirate@yahoo.fr

Directeur Commercial et Marketing
Moussa CONGO
Tél : (226) 25 31 36 05
Portable : (226) 70 18 11 49

Secrétaire Générale des Rédactions
Mme Attebié BAKYONO / GUEL
Portable : (226) 70 67 77 99

Saisie-Impression
Tél : (226) 25 31 22 90

Directeur de l'Imprimerie
Abdoulaye SAWADOGO
Tél : (226) 25 33 48 27
Portable : (226) 70 69 12 17

Directeur régional des Editions Sidwaya
(Bobo- Dioulasso)
Patinéma Oumar Ouédraogo
Tél : (226) 20 97 11 69
Portable : (226) 70 06 67 91
Fax : (226) 20 98 09 91

Standard
Tél : (226) 25 30 63 06

Récouvrement
Tél : (226) 25 30 63 07

Secrétariat particulier de la Directrice
Générale des Editions Sidwaya
Tél : (226) 25 30 51 77

LES 8 ERREURS



REPONSE 8 ERREURS

4 - Sous l'œil gauche	8 - Le cou
3 - La nez	7 - La dent
2 - L'œil droit	6 - L'oreille
1 - Le front	5 - La narine gauche



Lisez et faites
lire
Sidwaya
votre quotidien

Montée des couleurs dans les Hauts-Bassins

La fibre patriotique encore réchauffée

La montée mensuelle des couleurs nationales dans les services et institutions de la région des Hauts-Bassins a eu lieu, le mardi 2 juillet 2024, dans l'enceinte de l'Institut régional d'administration (IRA) des Hauts-Bassins. Après cet acte patriotique, le recrutement des nouveaux stagiaires inscrits sur titre privé à l'IRA-HB a été lancé.

Comme chaque début de mois, la fibre patriotique a été réchauffée dans la région des Hauts-Bassins. En effet, l'ensemble des corps constitués de la région avec à leur tête la gouverneure, Mariama Konaté ont honoré, le mardi 2 juillet 2024, à l'unisson, les couleurs nationales à travers la traditionnelle montée des couleurs dans les services et institutions. A travers cet acte patriotique, ils marquent ainsi leur appartenance à la mère patrie. C'est l'Institut régional d'administration des Hauts-Bassins (IRA-HB) qui a abrité cette fois-ci la cérémonie. Selon le directeur régional de l'IRA, Tahirou Barry, cette montée des couleurs nationales va contribuer activement à renforcer les valeurs patriotiques et éthiques au sein de l'institut. Pour lui, cet acte symbolique de montée des couleurs nationales est une source de fierté et de satisfaction, car il symbolise l'identité, la force et la richesse de la



Les corps constitués de la région étaient mobilisés pour accorder un intérêt à la cérémonie de la montée des couleurs.

nation. « Effectuer cet acte patriotique au niveau de l'IRA-HB qui forme les futurs cadres de demain, c'est vraiment un acquis qu'il faut saluer », a-t-il indiqué tout en exprimant sa gratitude aux autorités régionales pour cette « noble » initiative. Pour le directeur général de

l'ENAM, Dr Jacob Yarabatioula, ce rassemblement autour du drapeau est un signe d'espoir pour la paix au Burkina Faso. « Le drapeau nous permet de taire à un moment donné nos différences ethniques, religieuses, socioéconomiques et de nous considérer comme des frères et

sœurs. A chaque fois que nous avons l'occasion de le tirer et de le faire descendre, il y a un espoir pour ce pays et que la paix c'est pour bientôt », a laissé entendre le directeur général. La gouverneure de la région des Hauts-Bassins, Mariama Konaté, s'est réjouie de la tenue de cet acte patriotique dans la région qui est un symbole fort. Elle a, en outre, réitéré sa satisfaction à l'endroit de l'ensemble des membres des corps constitués pour leur engagement dans l'exécution et le suivi de nombreux chantiers du gouvernement en cours dans la région.

A ce titre, elle a cité la journée nationale de l'arbre tenue du 21 au 22 juin 2024 à Bobo-Dioulasso dont l'une des innovations majeures a été le concept de bosquet ou de plantation d'arbres par les institu-

tions, les entreprises ou les organisations. « C'est le lieu pour moi d'inviter une fois de plus toutes les institutions ou entreprises de la région qui ont pris des engagements au cours de cette journée à travailler à les remplir », a-t-elle lancé. Après la montée des couleurs, les responsables de l'IRA-HB ont procédé au lancement du recrutement de nouveaux stagiaires inscrits sur titre privé. Selon Tahirou Barry, les dossiers de candidatures pour le premier test sont recevables tous les jours du mardi 2 juillet 2024 au mardi 30 juillet 2024 inclus de 8 heures à 15 heures au secrétariat de l'institut. « La date de composition du premier test est prévue pour le jeudi 8 août 2024 à partir de 8 heures à l'IRA-HB.



Selon le directeur régional de l'IRA, Tahirou Barry, cette montée des couleurs nationales va contribuer activement à renforcer les valeurs patriotiques et éthiques au sein de l'institut.



Le directeur général de l'ENAM, Dr Jacob Yarabatioula : « Le drapeau nous permet de taire à un moment donné, nos différences ethniques, religieuses, socioéconomiques et de nous considérer comme des frères et sœurs ».



Pour la gouverneure de la région des Hauts-Bassins, Mariama Konaté, cet acte patriotique est un symbole fort.



Sous le très haut patronage de Son Excellence
le Capitaine Ibrahim TRAORE, Président du Faso, Chef de l'État

POSE DE LA PREMIERE PIERRE DE LA MINE D'OR DE GAOUA

JEUDI 04 JUILLET 2024 à 9H00

📍 Commune de Midebdo, Province du Nounbiel



PRESIDENCE DU FASO



PARTENAIRE TECHNIQUE

L'Actionnariat Populaire en marche !

NOS REPRÉSENTATIONS RÉGIONALES



- Direction régionale de l'Ouest (Bobo-Dioulasso)
Tél.: (226) 70 74 51 50
- Service provincial du Kénédougou (Drodara)
Tél.: (226) 70 35 00 03
- Service provincial de la Comoé (Banfora)
Tél.: (226) 70 27 00 68
- Service régional du Centre-Ouest (Koudougou)
Tél.: (226) 70 43 40 06
- Service régional de l'Est (Fada)
Tél.: (226) 71 55 51 07
- Service régional du Centre-Est (Tenkodogo)
Tél.: (226) 71 26 00 45
- Service régional du Nord (Ouahigouya)
Tél.: (226) 70 95 31 12
- Service régional du Plateau central (Zinlaré)
Tél.: (226) 71 45 01 27
- Service régional du Centre-Nord (Kaya)
Tél.: (226) 70 43 51 77
- Service régional du Centre-Sud (Manga)
Tél.: (226) 71 63 58 45
- Service régional du Sud-Ouest (Gaoua)
Tél.: (226) 72 05 87 64
- Service régional de la Boucle du Mouhoun (Dédougou)
Tél.: (226) 70 15 47 14
- Service régional du Sahel (Dori)
Tél.: (226) 70 97 64 97

Sidwaya

le journal de tous les Burkinabè

